

N° 785 — 4 F

DU 18 MAI AU 25 MAI 1978

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

**MARÉE NOIRE :
OPÉRATION VÉRITÉ**

**RADIOS
LIBRES
OU
RADIOS
PRIVÉES ?**



CREDIT PHOTOS : p. 1: photo Weiss; p. 6: D.R.; p. 7: Weiss; p. 8: KALVAR, Magnum; p. 10: photo Cramer; p. 11: photo Mailac; p. 12: photo Joaquim; p. 13-14: photo Cramer; p. 16-24: photos D.R.

Rassemblement organisé par « Rouge », 27-28 mai, Porte de Pantin (nouvel hippodrome) : « MAI 68 - MAI 78 ».

- Forum, débats :
- Mai 68 - Mai 78 : réforme ou révolution ?

- Les P.C. ont-ils évolué ?
 - Bilan de la stratégie révolutionnaire en Europe.
 - Lutttes des femmes et mouvement ouvrier, etc.
- Participeront aux débats : Gilles Martinet, Jean Rony, Charles Josselin, Lopes Cardoso, des journalistes de

P.H. et de Point du Jour, des membres du B.N. du P.S.U.

- Animation : Yvan Dautun, Toto Bisynthe, etc.
- Grand bal samedi soir à partir de 23 h 30.
- Animation pour les enfants, buffets, restaurant, buvette...

LES COBA BRETONS EDITENT UNE CARTE

Les COBA bretons ont décidé d'éditer une carte postale pour continuer leur campagne pour le boycott de la coupe mondiale de foot en Argentine. Ils proposent à chaque région de France et d'ailleurs de demander la libération d'une prison argentine précise, en inondant de cartes l'ambassade d'Argentine en France.

Depuis la création du COBA de Fougères, les actions se multiplient localement auxquelles participent le M.A.N., le P.S.U., la L.C.R., H.R., la C.F.D.T., le M.R.J.C., des comités de lycéens, de nombreux inorganisés. Interventions dans les festounoz, au gala de soutien de REO, sur les terrains de foot, soirées-info, etc. On prévoit la création d'une équipe de foot du COBA de Fougères, un montage vidéo à la fête du pays fougérais.

Prendre contact avec Jean-Yves Daguet, La Louvetais, Saint-Ouen-les-Alleux, 35140 Saint-Aubin-du-Cormier. Ou : COBA de Fougères, 28 bd Jean Jaurès, 35300 Fougères, tél. (99) 99-68-91.

VICENTE ALDALUR : MILITANT BASQUE

Le 13 avril, Vicente Aldalur, militant politique basque, pose une bombe dans les locaux du Syndicat patronal à Saint-Sébastien, localité où se déroulait une longue grève dans la métallurgie. Gravement brûlé et pourchassé par la police, il fuit vers la France, terre d'asile, fonce sur la frontière, renverse deux barrières et se retrouve à Hendaye.

Ses amis, alertés, le conduisent à la clinique de Saint-Jean-de-Luz, d'où, vu son état, il est amené à l'hôpital de Bayonne.

Alors qu'aucun délit n'a été commis par Aldalur (le franchissement illégal de frontière ne constituant pas un délit pour quelqu'un qui fuit son pays pour venir chercher refuge dans un autre pays), il se voit immédiatement pris en charge par la police française ; et ni son père ni son avocat n'auront le droit de lui rendre visite.

De l'hôpital de Bayonne il est hélicoptéré à l'hôpital Pellegrin de Bordeaux, où il reste 5 jours : sa chambre est fortement gardée, des cars de C.R.S. stationnent dans la cour ; le père, qui va voir son fils pour lui faire signer la demande d'asile politique, n'est pas autorisé à entrer dans la chambre.

Mercredi 19 au soir, alors que la justice n'a pas été saisie de l'affaire et que donc aucune procédure judiciaire n'a été engagée, gravement brûlé, il est conduit à la frontière et livré à la police espagnole. Comme son avocat le dit : « l'ordre est venu de très haut, plus haut encore que du ministre de l'Intérieur » ; c'est un très beau cadeau du « prince » Giscard à son cousin, démocrate libéral avancé comme lui, Juan Carlos, à la veille du voyage de Giscard à Madrid.

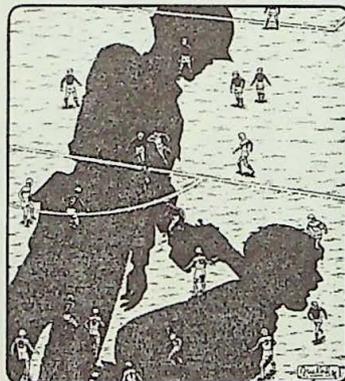
Aujourd'hui, Vicente Aldalur se trouve tenu au secret, dans un état sûrement grave, à la prison de Jaca, en Espagne.

En livrant Aldalur à la toujours franquiste police espagnole, Giscard a bafoué les lois qu'il est chargé de respecter : il a commis le délit de séquestration, détention arbitraire, rapt et viol des lois et accords de Genève.

Une fois encore on constate la complicité des deux états dans la répression du Pays Basque. Une fois encore il faut alerter l'opinion publique sur l'escalade de violence que de tels actes peuvent provoquer.

ARGENTINE-1978

"CELUI QUI NE SAIT PAS EST UN IMBECILE MAIS CELUI QUI SAIT ET QUI NE DIT RIEN EST UN CRIMINEL."
BERTOLD BRECHT.



DES ANCIENS ENGAGES CONTRE L'ARMEE

Le Collectif des Anciens Engagés rassemble d'anciens militaires de carrière qui, pour des raisons diverses, avaient signé un contrat avec l'armée. Aujourd'hui, ils ont quitté l'institution militaire, soit à la fin de leur temps, soit après avoir « fait des bêtises »... Leur but : faire connaître la situation des engagés dans les trois armées ; par delà : faire reconnaître les droits démocratiques à l'armée.

En ce moment, le Collectif se trouve en difficultés. En effet, dans la nuit du 17 au 18 avril, à Romans (Drôme), la voiture d'un de ses membres a été cambriolée. Une bonne partie du matériel a disparu, et surtout bon nombre de signatures déjà réunies pour une pétition contre « la publicité mensongère de l'armée, déterminant et influençant le choix du public » (article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 qui réprime la tromperie).

Plus que jamais le Collectif des Anciens Engagés a besoin qu'on soutienne son action. On peut s'abonner à son bulletin, on peut signer la pétition. Pour prendre contact : Secrétariat du Collectif des Anciens Engagés, 1 rue Musselon, 26100 Romans.

L'AFFAIRE PODRABINEK

Il y a eu l'affaire Sacco-Vanzetti, l'affaire Dreyfus, les Rosenberg... On s'en émut dans le monde entier. Aujourd'hui, les émissions télévisées qui rétablissent la vérité font vibrer d'indignation des millions de téléspectateurs ; et c'est très bien ainsi. Ce serait mieux encore si leur sensibilité — et celle de ceux qui les informent — ne s'émoussaient pas soudain, lorsque les choses se passent plus près de nous. Les exemples sont si nombreux que l'on hésite à mettre l'accent sur l'un d'entre eux. Celui-ci pourtant est si singulier...

C'est à Moscou : Kyril Podrabinek vient d'être condamné à 10 ans de prison à la suite d'un procès dit de « droit commun ». Une affaire médiocre, sans doute. Mais la médiocrité, c'est celle, incroyable, des juges qui ont condamné. Sous quel prétexte ? Nul ne le sait précisément, faute de témoins. Ah ! si : lors d'une perquisition, on a trouvé chez le monsieur... deux cartouches (dont il semble bien qu'il ignorait l'existence).

Et Kyril a un frère : Alexandre. Alexandre est l'auteur d'un ouvrage sur la répression psychiatrique, confisqué par le K.G.B., dont un résumé a pu être diffusé et nous est parvenu. Et Alexandre avait été prévenu : « Quitte ce pays, emmène ton frère et ton père, sinon... ». Sinon Kyril serait arrêté et condamné.

Les Podrabinek ont tenu bon. Alexandre a écrit au K.G.B. à un certain Belov, chef de section. « Je suis né en Russie, je dois y rester... ceci est ma réponse, je reste. »

On est aujourd'hui sans nouvelles de Kyril, condamné et transféré d'un bagne à un autre. Mais le chantage demeure. Et où sont donc les voix innombrables qui devraient s'élever contre cet abus ? Une poignée d'hommes et de femmes (les mêmes toujours, et il faudrait bien que s'élargissent leurs rangs et les moyens qu'ils ont de se faire entendre) a compris qu'on ne pouvait plus laisser sans réponse l'appel du « Comité de surveillance des accords d'Helsinki » de Moscou. Un comité qui entend faire connaître partout le sort de la famille Podrabinek et qui veut mettre en échec de tels procédés, appelle à la constitution d'autres groupes similaires.

calendrier politique

● **Vendredi 19 mai (Fontenay-le-Comte)** : le groupe autogestionnaire de Fontenay-le-Comte (Vendée) organise une soirée d'information sur le nucléaire avec la projection du film **Nucléaire, danger immédiat**. Un débat suivra la projection. **On est bien contents de le savoir, mais on le serait encore plus s'il y avait l'heure et le lieu !**

● **Samedi 20 mai (Paris 20^e)** : cinéma non-stop à l'Ecole Vitruve à partir de 13 h 30. De nombreux films seront projetés, auxquels Vitruve a participé à divers titres. A l'issue de chaque projection des débats seront animés par les enfants et les adultes qui ont participé au tournage. La participation financière est fixée à 15 F pour tous les spectacles. Ils serviront (ces 15 F) à financer la caisse de la classe verte. Allez-y nombreux !

● **Lundi 22 mai (Paris 11^e)** : soirée occitane au Bataclan, 50, bd Voltaire avec Frederic, Montjoia,

Sauveterre, Rosina de Peira. Entrée : 20 F. Moins de 12 ans : gratuit.

● **Samedi 27 et dimanche 28 mai (Quimper)** : fête du PSU Bretagne. Des tonnes de choses intéressantes. Le 27, à 21 h à la salle des fêtes (près de

l'église Saint-Mathieu) : groupes des meilleurs sonneurs et chanteurs de la Cornouaille et de la Montagne. Entrée : 6 F + 1 F pour Diwan. Le 28 à partir de 13 h 30 à la plaine de jeux, salle omnisports : Rock « Locomotive », Anne Vanderlove, Théâtre

en Breton. Entrée 10 F. En permanence il y aura une animation enfants et de très nombreux débats politiques avec Paul, Tréguer, secrétaire fédéral, Huguette Bouchardeau, les militants du journal **Irlande libre** et des militants du PSU.

DES DATES A RETENIR !

- Deux stages de formation de base :
 - aux Guions (Hautes-Alpes), du samedi 22 juillet au soir au dimanche 30 juillet au matin ;
 - dans le Gers, du 19 août au soir au 27 août au matin.
- Deux stages d'animateurs de section sur le thème « Parti et mouvement autogestionnaire » :
 - aux Guions, du samedi 19 août au soir au dimanche 27 août au matin ;
 - dans le Gers, du 15 août au soir au 20 août au soir.
- D'autre part, la « Fédération des élus autogestionnaires » organisera un stage pour les élus, aux Guions, du 19 au 27 août.

● STAGE « FEMMES »

Du vendredi 25 août au matin au mardi 29 août au soir (dans le Gers).

Le programme détaillé sera fourni en temps utile, ce ne sont pas les sujets qui manquent !

Pour les inscriptions : fédération de Toulouse, 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse, ou le secteur Femmes, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

INSCRIVEZ-VOUS ! En envoyant ce bulletin :

- P.S.U., 9, rue Borromée, 75015 Paris, pour les stages des Guions ;
- P.S.U., 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse, pour les stages du Gers.

Bulletin d'inscription aux stages d'été

Nom
 Prénom
 Adresse
 Profession
 Année de naissance
 Fédération
 Date d'adhésion au P.S.U.
 Responsabilité
 Syndicat
 Accord de la fédération
 Hébergement : vient seul :
 OUI - NON

sinon, combien de personnes en plus :

adultes enfants
 Stage choisi (cocher les cases) :
 — stage de base :
 Guions (juillet)
 Gers (août)
 — stage d'animateurs (août) :
 Gers
 Guions
 — stage « femmes » (août) :
 Gers
 — stage des élus (août) :
 Guions

Mercredi 31 mai à 20 h (La Mutualité) : contre la répression en RDA, le comité Biermann/ACAA (Paris) et le Comité liberté et socialisme (Berlin) organisent une manifestation contre la répression en RDA, avec entre autres la participation de Wolf Biermann dont ce sera le premier récital à Paris (dans la grande salle).

La France vit au-dessus de ses moyens

Barre l'a dit et puisqu'il est toujours télé-vendu comme le meilleur économiste de France, il faut bien l'entendre : la France vit au-dessus de ses moyens. Autrefois, sous la troisième République, on nous aurait dit que nous voulions péter plus haut que nous avons le cul. Mais les temps changent et ainsi le langage.

Est-ce que cela signifie que nous serions une armée de vrais pauvres vivant sur notre bonne mine, ou bien de faux riches survivant du crédit que l'on nous accorde ? En examinant quelques détails de notre vie politique, sociale et économique, on découvre des éléments troublants dans l'autocritique de Raymond Barre.

Car notre premier ministre prêche par l'excellent exemple : qui croirait, à voir ses costumes fripés, qu'il a les moyens de s'offrir la location d'un appartement de 200 mètres carrés, pour un peu plus d'un million ancien (charges comprises, quand même) au sixième étage d'un superbe immeuble de l'avenue Emile-Accolla, à Paris ? Ce n'est quand même pas les actions de sa société commerciale, sise au Lichtenstein, qui peuvent satisfaire les goûts (fort mauvais, dit-on) de sa chère épouse.

Un autre exemple : avons-nous véritablement les moyens d'entretenir un état-major commun avec la Mauritanie et le Maroc et de payer des avions à tous ces gens-là ? Sommes-nous si riches pour offrir des

villégiatures à notre armée au Tchad, à Djibouti, au Liban et au Zaïre ? Et à Tahiti ?

Une nouvelle illustration de notre persistance à avoir les yeux plus grands que le ventre : avions-nous les moyens de piquer maladroitement 230 000 tonnes de pétrole libérien qui passaient au large de la Bretagne sous prétexte qu'il appartenait à un petit pays ? On aurait pu se rendre compte avant que nous n'avions rien pour le ramasser.

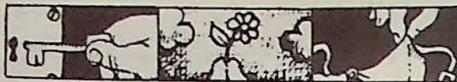
Et les chômeurs ? Avons-nous de quoi nourrir plus d'un million de chômeurs ?

En réfléchissant on découvre tous les gaspillages, les dépenses somptuaires : le Concorde, la bombe atomique, les couronnes qui se fanent sur la tombe du soldat inconnu, le ministre de l'Environnement, les centrales nucléaires, le Parisien Libéré, Michel Droit, la Foire de Paris, le Festival de Cannes, les tours d'habitations gigantesques et les défilés militaires. Sans compter tous les espaces verts qui nous coûtent fortune en écriteaux « **Défense de marcher sur les pelouses** ».

Et il faudrait citer, pour être complet, notre généreuse mais coûteuse contribution à la prospérité suisse sous forme de prêts aussi anonymes que ruineux.

En fait Barre vit largement au-dessus de nos moyens. Il mérite qu'on lui offre un siège au Conseil National du Patronat Français.

C.M. VADROT ■



LA LOI DU SECRET

Je viens de lire l'article paru dans « TS » n° 783 : « La loi du secret ». Ayant été juré à la session de la cour d'assises de Paris en janvier dernier, je vous fais part de mes réflexions :

1° Le président était très honnête et nous tenait bien au courant des conséquences de nos votes.

2° Le secret n'est pas total puisqu'avant le vote il interroge chaque juré. Ex. : sur la préméditation, il n'y eut qu'une voix pour déclarer qu'elle n'était pas certaine, c'était évidemment la mienne puisque j'avais été le seul à déclarer qu'à mon sens il y avait des motifs pour la réfuter.

3° Un des jurés était garçon de bureau dans une banque. Oui mais... il était retraité de la police!! (il fut... bien gentil puisqu'il me ramena en voiture chez moi à 22 h le dernier jour...) mais il se trouvait en famille au palais et sa mentalité n'était pas particulièrement favorable aux prévenus!

Les avocats ont-ils la possibilité de connaître les antécédents des jurés ?

4° J'ai remarqué que les femmes, particulièrement émotives, sont plus sévères que les hommes!

5° En ce qui concerne l'affaire Empain, Le Figaro a signalé que pour obtenir des renseignements du prévenu arrêté, un commissaire de police lui avait dit que la cour d'assises tiendrait compte de ses déclarations. De quel droit pouvait-il ainsi préjuger de la décision du jury? Un juré pourrait-il à l'audience lui demander de confirmer la déclaration du dit

commissaire? Quelle serait la conséquence de la question?

6° Enfin, si un juré ne peut refuser de prêter serment sous peine de sanction, ne pourrait-il pas, en réaction contre les sanctions prises contre les 4 jurés de l'affaire Willoquet, employer exprès certains termes susceptibles de rendre la décision passible de cassation.

M.C. ■

REPONSE A JEAN VILATTE

Tu t'adresses aux camarades qui ont signé la tribune libre (courant C) du numéro 779 et tu leur écris : « Votre vocabulaire intellectuel-auto-écologique ne passe guère chez les smicards et paysans du Périgord. » [...] A la fin de ta lettre on trouve : « Mais c'est pas avec des débats et des écrits qu'on avancera, c'est dans l'action journalière au sein des syndicats ou des associations. Pas de leçons, des actes. » Il me semble que c'est toi qui cherches à donner des leçons, mais figure-toi que nous n'avons pas attendu tes exhortations pour militer dans les syndicats ou les associations. Pourquoi t'imagines-tu que les camarades du courant communiste autogestionnaire ne sont que des écrivassiers? [...]

Pourquoi éprouves-tu justement le besoin de prendre la plume pour nous répondre, alors que tes réflexions sur les écrits et les actes s'adressent beaucoup plus aux camarades de la majorité de notre parti? Qui écrit le plus dans Tribune socialiste? Eux ou nous? Je te signale qu'il a fallu plusieurs mois de discussions pour obtenir que dans un parti autogestionnaire les minorités aient le droit de s'exprimer, droit qui est pourtant statutaire. Ceci explique le sentiment d'intellectualisme que tu as éprouvé devant quelques mots qui ne t'étaient pas familiers alors que ceux de Turquan, Leduc, Depaquit ou Fay te paraissent plus prolétariens.

Tu soulignes le caractère parisien de la tribune libre et le caractère périgourdin de ton intervention. Je ne crois pas que vivre en province ou à Paris apporte une quelconque supériorité [...]. L'opposition que tu soulignes traduit une animosité très profonde contre le pouvoir qui dans notre pays et

aussi notre parti se concentre à Paris. Là dessus notre courant sera d'accord avec toi puisqu'il demande sans cesse que soit assurée au P.S.U. une meilleure déconcentration de la décision.

Je suis obligé de refuser catégoriquement tes leçons de militantisme. [...] Après tant d'années, j'ai fini par me poser une question : comment se fait-il que le P.S.U. qui a absorbé tant de travail militant soit resté le petit parti que nous connaissons? Est-ce le manque d'action? Certainement pas. Ne serait-ce pas alors le manque de réflexion?

Je ne sais pas comment tu fais tes choix lors des congrès, mais ce n'est sans doute pas en lisant tous les textes proposés, car tu saurais que depuis Amiens (décembre 1974), une minorité s'efforce d'expliquer ce qu'elle entend par « classe compétente ». [...] Nos analyses peuvent te laisser sceptique, nous ne prétendons pas détenir la « Vérité ». Par contre je puis t'assurer que dans les 140 pages du texte paru dans Critique socialiste, pris en considération à Strasbourg, nulle part tu ne trouveras une définition du fameux « bloc social » sur lequel est fondée la stratégie suivie par notre parti. [...] Aujourd'hui où des débats secouent le P.S. et le P.C. ne trouves-tu pas un peu étonnant que notre parti se laisse aller à un doux sommeil, même pas perturbé par le bruit de l'effondrement de la stratégie de notre Bureau national qui a toujours essayé de se définir par rapport aux partis de l'Union de la gauche au lieu de chercher une voie originale? [...] Le courant communiste autogestionnaire [...] constate qu'il y a, d'une part une contradiction entre la pratique autogestionnaire de la base et l'apparition centrale de notre parti, d'autre part une mauvaise analyse de classe qui entretient une ambiguïté entre les intérêts de l'ensemble des travailleurs et ceux de la classe compétente. Ces conclusions valent ce qu'elles valent, mais elles ont au moins le mérite de proposer une solution aux problèmes de l'existence du P.S.U., problèmes que tu éludes en nous exhortant aux actes seuls. Toutes les bureaucraties en difficulté devant les critiques de la base finissent toujours par s'écrier « plus de débats, de l'action », c'est ainsi qu'a commencé le stalinisme. [...]

Amitiés communistes autogestionnaires. FONTAINE ■

POUR LE PEUPLE MALIEN

Meeting d'information et de soutien au peuple malien, organisé par CDLM, STMF, AESMF, le samedi 20 mai à 14 h à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, (salle Eugène Varlat).

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Desliat, René Lanarche
Où va la France? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel
● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoullins, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Papis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● **Editorial**

- Le piège du Shaba
par **J. Sanchez** p. 5
Radios libres ou radios privées ?
par **C.-M. Vadroit** p. 6-7



- Eurocommunisme à tout faire
par **S. Depaquit** p. 7-8

● **Justice**

- Mesrine en cavale
par **M. Etienne** p. 9

● **Social**

- Boussac : la bête des Vosges
par **Y. Sparfel** p. 10
Lip : affaire non classée
par **R. Vittot** p. 11
Marée noire : opération vérité
par **P. Tréguer** p. 12-13-14



- MAS : éviter l'impasse p. 15
CSCV : un congrès prometteur
par **J.-F. Thoraval** p. 15
Les Jocistes ont 50 ans p. 16
CSF : comment agir hors de
l'entreprise, par **Y.S.** p. 16

● **Forum de l'autogestion**

- Autogestion et organisation :
I. Politique et théorie
par **J.-C. Gillet** p. 17

● **Et pourtant elle tourne**

- Après Moro, quel compromis ?
par **L. Levi** p. 18
Les trente ans d'Israël
par **L. Goldberg** p. 19

- Océan Indien : les gendarmes de
l'or noir. II. La révolte des riverains
par **Ph. Mariélie** p. 20-21

● **Les armes de la critique**

- Théâtre : « C'était »... mai 68
par **D. Nores** p. 22
Radio-télé : les vaches sont
bien gardées
par **Ph. Mariélie** p. 23
Fête du PSU p. 24

EDITORIAL

Le piège du Shaba

Par José SANCHEZ



Les « Jaguar » français au-dessus des sables, quelque part au Sahara occidental, contre les colonnes du Polisario ; les soldats français battant pavillon bleu de l'O.N.U. au Liban ; la soldatesque tricolore débarquant à N'Djaména pour sauver la mise au général Maloum, chef de l'Etat tchadien ; demain peut-être les « Transall » décollant d'Orléans pour apporter l'appui logistique indispensable à Mobutu Sésé Séko, président de la République du Zaïre, menacé de l'intérieur...

Précisément, quelques quatorze mois après la première guerre du Shaba, ce qu'on s'évertue toujours à appeler les « gendarmes katan-gais » remettent en cause — et, semble-t-il, de manière très sérieuse —, le régime du dictateur zaïrois. Le sursis accordé un instant au régime chancelant de l'ex-Congo Kinshasa n'aura donc pas suffi. C'est qu'il est à bout de souffle. Les rapides succès enregistrés par la rébellion qui vient d'éclater dans la province du Shaba trouvent un accueil favorable parmi les populations. Certes, ce n'est pas, évidemment, ce dont se font l'écho les communiqués ou dépêches officielles zaïroises. Corrompu, miné de l'intérieur, quelque peu affolé aussi, le régime de Kinshasa recourt aux bonnes vieilles recettes. Celles qui, jusqu'ici, ont fait leurs preuves. Si le F.N.L.C. (Front national de libération du Congo) du général Mbumba se fait si menaçant, c'est qu'il ne peut que bénéficier de l'appui massif des troupes cubaines stationnées dans l'Angola voisin et recevoir la manne, l'armement et l'équipement de la main de Moscou. Le complot extérieur, la menace soviéto-cubaine : autant de thèmes qui font fortune et qui seraient de nature, sinon à convaincre évidemment le gouvernement français, du moins à lui fournir à bon compte l'alibi suffisant à une nouvelle intervention dans la région.

L'alibi est, en la circonstance, de taille ; mais il a cours. En la circonstance ? Tout prouve que l'Angola, aujourd'hui indépendant, n'a rigoureusement aucun intérêt à soutenir — fut-ce en sous-main —, une quelconque rébellion chez son voisin rival. Les difficultés économiques et politiques internes, la persistance à ses frontières-mêmes d'une guerilla larvée, les menaces que font peser sur ce jeune Etat les agressions répétées des troupes sud-africaines à la frontière namibienne, font que l'équipe au pouvoir à Luanda ne peut que craindre d'être prise dans la spirale d'une crise internationale. Les mêmes craintes prévalent chez les Soviétiques, trop préoccupés pour l'heure d'asseoir définitivement la République populaire d'Angola.

Reste, en dépit des preuves patentes du caractère invraisemblable de la thèse policière du complot, le crédit dont peut jouir, en France et ailleurs, l'alibi dont Giscard demain pourrait se prévaloir. Si le thème de la « déstabilisation » soviétique fait fortune c'est qu'il y a tout lieu de craindre qu'il n'est pas, **seulement**, le fait de la propagande orchestrée par certains medias. A preuve, en particulier, l'appui colossal qu'apportent aujourd'hui les Soviétiques et leurs alliés au régime de Mengistu pour écraser la lutte de libération du peuple érythréen. Les tout récents bombardements des populations civiles érythréennes peuvent précéder ce qu'il convient déjà d'appeler un génocide en bonne et due forme. L'offensive militaire qui se prépare, avec l'aide et la bénédiction du chef de file du camp « socialiste », n'est pas de nature à flatter l'image de marque, passablement ternie déjà, de l'Union soviétique.

C'est toute la différence qui existe avec l'aide que, en 1975, l'U.R.S.S. et La Havane ont pu apporter au M.P.L.A. (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) d'Agostinho Neto. Il y a seulement trois ans l'intervention soviéto-cubaine — décisive il est vrai —, avait été précédée par celle des troupes du régime raciste de Pretoria. Mais à l'époque le rôle « objectivement progressiste », comme on a coutume de dire, de l'intervention des pays du camp socialiste coïncidaient rigoureusement avec leurs propres intérêts d'Etats. Ils sont aujourd'hui diamétralement opposés aux intérêts du peuple érythréen. D'où l'attitude cynique de Moscou dans la corne de l'Afrique.

Non seulement de tels précédents contreviennent radicalement aux intérêts des peuples en luttés, alimentent la suspicion à l'endroit de l'U.R.S.S. mais nuisent de surcroît à la politique poursuivie par un certain nombre de pays africains progressistes.

La France qui ne manque jamais l'occasion d'un prétexte trouvera, à n'en pas douter, dans l'attitude soviétique des raisons de s'affirmer comme le meilleur défenseur des régimes dit « modérés ».

La deuxième guerre du Shaba risque toutefois de plonger le gouvernement français dans de biens perplexes méditations et des contradictions difficilement surmontables. Il sera difficile à Giscard de tenir longtemps à bout de bras un régime zaïrois moribond, détesté par ses propres ressortissants, lâché par sa propre armée, sans être perçu très rapidement comme le contraire de ce qu'il voudrait paraître. D'autant que le président de la République n'ignore rien de la situation véritable de l'opposition zaïroise. Rien en effet ne permet de dire pour l'instant que cette dernière poursuit des objectifs tels qu'ils mettent en péril les intérêts néocoloniaux occidentaux. Du moins pour partie d'entre elle. Il existe en effet entre le Parti de Laurant Kabila, leader du Parti révolutionnaire du peuple, et Mbumba, chef du F.N.L.C., plus que des nuances. Le second dispose de gros bataillons. C'est un avantage. Ils ne suffisent pas à garantir des changements profonds. Le déséquilibre des forces au sein des opposants au régime Mobutu pourrait même être l'objet de la part des puissances occidentales qui souhaiteraient assurer une succession douce à Mobutu d'une attention particulière.

Radios libres ou radios privées ?

Pas si simple d'être un pionnier de la radio libre.
Et si derrière les radios "libres" pouvaient
se profiler les radios "privées" ?

En apparence, le chœur majoritaire clame sans fausse note qu'il veut protéger le monopole contre la multiplication possible des stations de radios locales. En réalité, du côté des giscardiens, on parle de « renforcer le monopole en l'aménageant ». Plus qu'une



PRENDRE LA PAROLE

S'emparer des ondes, c'est bien, mais comment ? Un petit livre, paru récemment chez Maspero, « *Les radios libres* », a le mérite de poser clairement les questions. Avec un supplément gratuit : comment construire un émetteur quand on a jamais vu un fer à souder...

Collectif radios libres populaires, « *Les radios libres* », Paris, éd. Maspero, 110 pages.

nuance : si les circonstances — et surtout le R.P.R. — le permettent, Giscard est disposé à autoriser quelques expériences soigneusement sélectionnées. Après tout le promoteur de *Radio Fil Bleu*, la radio pirate de Montpellier qui a gagné son procès contre Télédiffusion de France, n'est autre que François Delmas, ex-maire de Montpellier et maintenant ministre de Raymond Barre.

La liberté de « causer dans son poste »

Tout est donc encore possible. Y compris une astuce qui sauverait la face du gouvernement. Dans l'état actuel de la polémique il est tout à fait possible que le Parlement, puis le Sénat, votent une loi établissant une répression assez sévère contre quiconque aura fait fonctionner ou utiliser une station radio pirate. Pour chaque loi, les parlementaires ont la possibilité d'introduire un recours devant le Conseil Constitutionnel pourvu qu'ils soient 60 à le signer. Or, il n'est pas impossible que se référant au préambule de la Constitution, le conseil chargé de veiller à son respect trouve anticonstitutionnel — et notamment contraire à la Convention Européenne des Droits de l'Homme — un texte de loi limitant et réprimant la liberté d'expression. La loi serait alors déclarée nulle et non avenue, et la voie serait libre pour toutes les radios possibles et imaginables ; sans que Giscard ait donné le moins du monde l'impression d'avoir changé d'avis.

Ainsi s'achèverait le premier chapitre de l'histoire commencé par Brice Lalonde, au soir du second tour des élections municipales de 1977, lorsqu'il fit taire ses interlocuteurs d'une table ronde télévisée pour faire entendre la première émission de *Radio verte*. Ce n'était pas la première puisque déjà à Bordeaux, à Rennes, à Lille et à Malville, des radios avaient troublé le monopole ; mais c'était la première fois que la liberté de « causer dans

son poste » était politiquement et ouvertement revendiquée.

La suite immédiate fut orageuse, les écologistes et les détenteurs de la technique parvenant difficilement à s'entendre. Le spontanisme de la majorité des premiers se heurtait à la rigueur des seconds. Une fois l'émerveillement passé, il fallut se rendre compte que la radio aussi, cela devait un peu s'organiser. *Radio Verte* reprit pourtant ses émissions, de plus en plus régulièrement, et un jour il en naquit une autre en Alsace. Pour l'écologie. Puis *Radio Verte Fessenheim* aborda peu à peu tous les problèmes sociaux et politiques de la région. Crapahutant dans la montagne, sac au doc, disposant de trois émetteurs, donnant des rendez-vous précis à leurs auditeurs, déjouant souvent le brouillage, les inventeurs de cette dissidence alsacienne tiennent toujours efficacement le coup. En liaison avec les Allemands.

La suite est connue. C'est l'explosion des radios pirates. De Montpellier à Clermont-Ferrand, en passant par Marseille, la banlieue parisienne, la Bretagne, Perpignan, Toulouse, Grenoble, Lille ou Marseille, elles sont maintenant une soixantaine à émettre plus ou moins régulièrement. Et depuis le 12 juillet dernier des gens proche du pouvoir, ceux de *Radio Fil Bleu* qui ont installé leurs studios en plein centre de Montpellier, ont entrepris une bataille juridique de grande envergure. Pour tenter d'écouter une différence, il suffit donc, le matin ou le soir, de chercher patiemment sur la modulation de fréquence. Derrière le sifflement ou le ronflement, ils sont là. Et souvent, en fait, ils sont audibles dans de bonnes conditions parce qu'il n'existe pas assez de brouilleurs.

Il est certain aussi que de toutes ces tentatives ne se dégagent pas de ligne politique, ni même de réactions ou d'attitudes homogènes. Et peut-être est-ce mieux ainsi, même si cela conduit ces radios libres à se battre et à progresser en ordre un peu dispersé.

« Et vous financez comment ?.. »

En se montrant et en forçant la voix, les pionniers de la radio libre ont marqué un point, même s'ils ont encore que peu d'auditeurs. En gagnant devant les tribunaux, la droite libérale a marqué le deuxième point. Mais ce n'est pas un match nul : car c'est le deuxième point qui rassure. Derrière les radios libres il y a tout simplement les radios privées. Celles qui sussurent à leurs prédécesseurs supposés « anarchistes »... « *et vous financez vos radios avec quel argent ?* »

La question n'est pas innocente, mais force l'attention sur une réalité. Le

choix n'est pas vaste. Il faut choisir entre la publicité, la subvention municipale ou régionale et la mendicité. La première possibilité est bien sûr ce qui fait baver d'envie tous les publicitaires qui évaluent le gâteau des annonces locales, le fromage avec lequel se nourrissent grassement les journaux régionaux. Pactole qui les incite à redoubler de prévenance envers tout le monde.

La subvention municipale ? Un piège tentant : quelle serait — quelle sera — la différence, sur le fond, entre la radio commanditée par l'équipe de Gaston Deferre et celle que prépare déjà Michel Péricart, le député R.P.R. de Saint-Germain-en-Laye.

Bah, disent les optimistes, on mettra un peu de publicité, un peu de subventions municipales ou autres, un peu d'aide technique de l'Etat et on complètera par des souscriptions. Jusqu'au jour où un partenaire, trop éreinté, coupera les vivres : il ne restera qu'à se soumettre ou à se démettre. C'est ainsi que l'expérience de télévision communautaire de la Villeneuve à Grenoble a fini par tourner court parce que le gouvernement a suspendu sa subvention à ce qui devait être une expérience « ouvrant de nouvelles possibilités de communication ».

Le seul souci de Giscard...

Quant à la mendicité, c'est-à-dire l'appel à la souscription volontaire, il faudrait d'abord que la radio puisse s'appuyer sur une audience populaire réelle. Pas facile non plus si l'on a pas de moyen au départ. Quant à fonctionner éternellement avec des volontaires et sans le sou, c'est de l'utopie pure. Très chouette l'utopie, mais cela s'use quand on s'en sert.

Il y a quelques années, des ex-animateurs de l'agence de presse Libération avaient eux aussi imaginé leur radio. Et ils s'étaient dit que pour la financer, au moins au départ, ils pourraient vendre des postes de radio pré-réglés sur la fréquence qu'ils avaient sélectionnés. L'idée n'était peut-être pas mauvaise. Pour continuer le financement ils envisageaient de vendre des cassettes de certains programmes, notamment les programmes musicaux.

Si jamais un espace, même provisoire, même aléatoire, est offert aux radios libres, il faudra l'occuper très vite et mettre immédiatement l'imagination au service des ondes libérées. Car derrière les radios libres il y a de toute évidence les radios privées. Celles des groupes puissants comme celles des P.D.G. astucieux qui veulent se faire un nom et du fric.

Et le seul souci de Giscard c'est qu'il ne sait pas comment faire plaisir aux affairistes de la radio sans laisser la voie un peu libre aux amateurs turbulents.

Claude-Marie VADROT ■



L'EUROCOMMUNISME à tout faire

L'aggiornamento du PC se traduit par une certaine "roumanisation" : on prend ses distances d'avec Moscou sans rien changer au fonctionnement de l'appareil.

La plupart des observateurs politiques ainsi que certains oppositionnels communistes ont interprété la rupture de septembre 76 comme le signe d'un abandon de la politique d'ouverture qui semblait entraîner le P.C.F. toujours plus avant dans l'eurocommunisme. Le XXII^e congrès aurait en quelque sorte été trahi ; la stratégie du parti semblant incompréhensiblement renouer avec les sectarismes de

la tactique « classe contre classe ».

La surprise était ainsi à la mesure de l'espoir de « libéralisation » suscitée et entretenue depuis plusieurs années par une série de prises de positions spectaculaires. La déconvenue de la gauche non communiste n'était pas moindre, tant s'était accréditée l'idée que l'unité contraignait le P.C.F. à une démocratisation interne.

La faillite des illusions est toujours amère. Elle soulève aujourd'hui une

vague d'interrogation inquiète, voire désabusée, d'une fraction de la base militante du parti. Pourquoi la défaite, pourquoi la rupture de l'union ? Les bouches s'ouvrent, spontanément. La perte dramatique de perspective — Giscard au pouvoir pour combien de temps ? —, laisse le parti sans politique véritablement crédible. Car la réponse du comité central ne convainc pas, et pour cause, comme si la libéralisation était renvoyée aux calendes grecques et la définition d'une alternative politique au développement des contradictions internes du régime.

Pourtant, depuis l'article récent de P. Laurent contre Althusser, dans *l'Humanité*, nous n'en sommes peut-être plus là. En effet, un champ politique s'ouvre aujourd'hui à la direction du parti pour résorber cette nouvelle fronde autrement que par la voie administrative. La préparation du XXIII^e congrès, qui par la force des choses devra laisser une certaine plage à la discussion, pourrait en être l'occasion privilégiée.

En effet, s'il s'agit d'apporter une « riposte politique » sans concession aux membres du parti qui se sont répandus dans la presse, on ne saurait pour autant agir sans discernement. L'hétérogénéité politique de l'opposition en fournit d'ailleurs les moyens. Le XXIII^e congrès confirmera le XXII^e, au nom de « l'union du peuple de France », du refus de tous les « modèles », de la poursuite contrôlée de l'ouverture libérale vers la voie française au socialisme. Il est remarquable qu'Ellenstein n'ait pas été cité au même titre qu'Althusser, lequel est condamné au nom de l'eurocommunisme et de la défense des P.C. italien et espagnol.

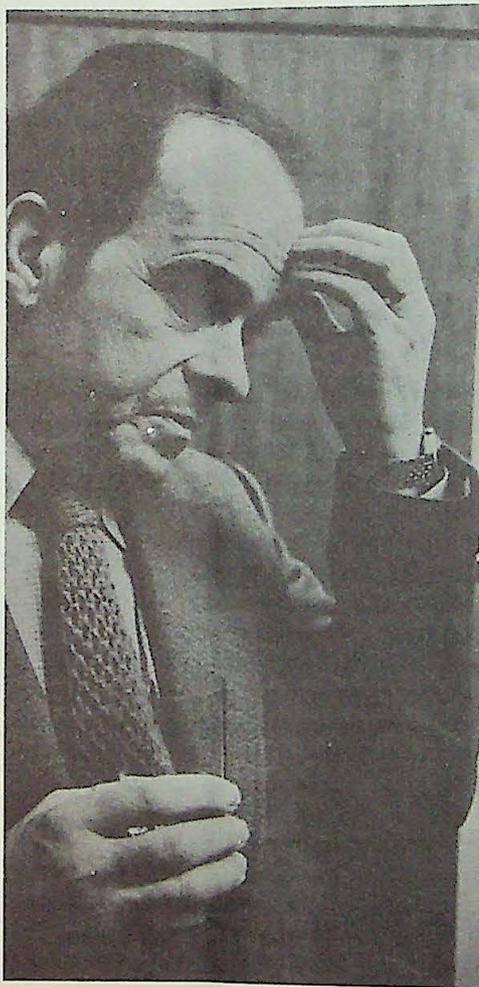
Soubresauts

CAR les soubresauts du neostalinisme ne renvoient pas au repliement sur soi et aux outrances sectaires de la troisième période de l'Internationale communiste. C'est la « libéralisation » et ses ambiguïtés commodes qui de nouveau vont réabsorber le flot montant des critiques. Sur ce terrain, Althusser est un adversaire facile, lui qui s'est opposé, lors du XXII^e congrès, à l'abandon du concept de dictature du prolétariat. Son itinéraire idéologique n'est d'ailleurs pas sans failles. Marqué à l'origine, c'est vrai, par la difficulté de rompre avec les schémas du stalinisme, Althusser n'en débouche pas moins aujourd'hui sur une retentissante mise en cause de la bureaucratie interne du parti. Mais cette forte et virulente critique cherche encore de singuliers appuis dans le passé thorézien du parti (trois « coups de chapeau » à Thorez dans les articles du *Monde*... c'est beaucoup pour lutter contre la bureau-

cratie dans le parti !). Or, l'espace politique de l'eurocommunisme fournit précisément une marge de manœuvre qu'on ne saurait sous-estimer en pareille circonstance.

Marché de dupes

Car le XXII^e congrès fut un marché de dupes. Apparaissant à la plupart, à commencer par les militants communistes, comme un prolongement interne au processus de rupture démocratique engagé par le développement de la politique d'alliance, il recouvrait en fait une tout autre réflexion sur l'avenir électoral du parti.



DE quoi s'agit-il ? On pourrait dire d'une vitesse relative d'adaptation. En effet, le P.C.F., sous l'influence de M. Thorez, a très longtemps refusé et même critiqué l'aggiornamento engagé par ses voisins italiens et espagnols. Il en est résulté un énorme retard sur l'évolution de la vie politique et sociale qui s'est traduit par une baisse régulière de l'influence électorale du parti (pendant que le P.C. italien, lui, progressait fortement). Il semble bien qu'avant 1974 la direction du P.C.F. ait songé à remonter ce handicap grâce à l'union des partis de gauche. En effet l'expérience historique montrait que l'unité profitait largement au Parti commu-

niste (exemple le Front populaire). Alors pourquoi ne pas laisser le parti plus ou moins en l'état et jouer la dynamique du rapport de forces.

Mais le calcul s'est avéré désastreux : la modification des institutions, la crise du stalinisme et le développement de nouvelles contradictions capitalistes laissent un champ étendu à un renouveau de la social-démocratie. La politique avait aussi horreur du vide ; celui-ci comblé, un Parti socialiste dominant la gauche pouvait capter à son profit les nouveaux mécontentements... et capitaliser les bénéfices de l'union. Les lendemains de l'élection présidentielle de 74 furent ceux de l'interrogation pour la direction du P.C.F. N'avait-on pas inversé les termes ? L'unité ne pouvait profiter qu'à un parti fort, c'est-à-dire à jour de ses réformes. D'où la course de « rattrapage » de l'eurocommunisme, la « dénonciation » de la répression à l'Est, l'autogestion et, pêle-mêle, le virage à 180° sur la hiérarchie des salaires, la force de frappe et la dictature du prolétariat.

CAR l'aggiornamento du P.C.F. ne passe pas (encore ?) par une italianisation, mais plutôt par une « roumanisation ». On prendra les distances d'avec Moscou, mais sans toucher à la conception du Parti. Gramsci n'est pas dans les bagages, mais la France est une grande nation. La mise à jour ne sera pas intellectuelle, mais pragmatique : à coups de défense des libertés (« c'est notre point fort ! ») et d'indépendance cocardière (« notre politique ne se décide ni à Washington, ni à Moscou, mais à Paris ! »). Mais comment tenir les fils aujourd'hui de cette invraisemblable improvisation ? Le P.S. stoppé dans son élan et à la recherche de nouvelles alternatives sera sans doute moins omniprésent. Mais quelle ligne offrir au parti face à un pouvoir qui sort renforcé de l'épreuve électorale ? Là est sans doute le tendon d'Achille des plates-formes qui seront soumises au congrès.

Raison de plus pour que le courant autogestionnaire précise et souligne ses déterminations : contre la dérive social-démocrate certes, mais pas au nom du cours bureaucratique. Et puisque le débat sur l'autogestion est aujourd'hui accepté par tous, rappelons que sa démarche implique, à travers une réflexion critique sur les sources du pouvoir socialiste, la redéfinition des règles de fonctionnement du parti qui s'en réclame, ainsi que de ses modes d'intervention.

On ne pourra plus, à l'évidence, esquiver longtemps ces interrogations qui conditionnent aujourd'hui la construction de l'unité populaire. Souhaitons que ce débat trouve les voies du décloisonnement et sache s'ouvrir à tous les militants concernés.

Serge DEPAQUIT ■

Mesrine en cavale

La dernière évasion de l' "ennemi public" va sans doute servir à réduire les droits de la défense.

L'instinct de mort (1) avait été une excellente affaire pour Jacques Mesrine. Il y a fort à parier que sa récente évasion du quartier de sécurité renforcée de la Santé lui rapportera quelques poignées de dollars supplémentaires. Cependant, elle ne fait pas l'affaire de tout le monde, tant s'en faut.

Celle du directeur de l'administration pénitentiaire d'abord est d'ores et déjà réglée. En le limogeant, le Garde des Sceaux a fait d'une pierre deux coups. Il s'est séparé d'un lampiste de haut vol qu'il soupçonnait depuis longtemps de saboter en douceur sa politique pénitentiaire et a offert à la vindicte publique un bouc émissaire autrement plus facile à sacrifier que la puissante *grande gueule* qui dirige à la fois la prison de la Santé et le syndicat F.O. des personnels pénitentiaires. Et puis, il eût été (politiquement) ridicule de détrôner un allié aussi accommodant qu'Hubert Bonaldi, dont l'hostilité déclarée à l'institution du juge de l'application des peines (J.A.P.) pourrait s'avérer fort utile à brève échéance.

Durcissement des conditions de détention

Les affaires des détenus, ensuite, de tous les détenus (ils sont plus de 100 000 à être hébergés chaque année par l'administration pénitentiaire) ne risquent guère de prospérer. Eux paieront l'évasion de Mesrine d'un durcissement général de leurs conditions de détention : limitations des permissions de sortie, des réductions de peines, et autres libéralités accordées par le juge de l'application des peines, sans parler de la suppression des libérations conditionnelles.

L'opinion ne comprendra que mieux, à l'heure où enfle, à nos frontières, la rumeur du terrorisme, que soient examinées « les modifications à apporter au régime pénitentiaire pour rendre impossible de tels faits » (Valéry Giscard d'Estaing). A l'évidence, « des conséquences sérieuses devront être tirées en ce qui concerne l'organisation

du système pénitentiaire » (Alain Peyrefitte). En renforçant l'isolement des détenus et en rétrécissant corrélativement les droits de la défense.

Le Garde des Sceaux, qui ne s'est pas encore remis du camouflet que vient de lui infliger le Sénat en refusant de le suivre dans sa tentative de légalisation a posteriori des Quartiers de Sécurité Renforcée, est bien décidé à prendre sa revanche. Que l'évasion de Mesrine ait démontré l'évidente faillite des Q.S.R., véritables machines à « fabriquer des fauves » ne l'intéresse guère. Il lui importe simplement qu'elle ait permis de mettre en évidence la possible (mais non prouvée) négligence coupable des gardiens perméables à certaines tentations (Mesrine ne manquait pas de ressources), et principalement d'éventuelles (et pareillement non démontrées) sympathies actives dont Mesrine aurait pu bénéficier de la part de certains de ses avocats. Il est vrai qu'il en entretenait une véritable escouade, exploitant à



fond toutes les possibilités d'un code de procédure pénale inévitablement inadapté à une personnalité de sa trempe.

Il restait au détenu un lien ténu mais essentiel avec l'extérieur : la possibilité de communiquer librement avec son ou ses défenseurs. Jamais, sauf l'intermède de Vichy et l'épisode de la guerre algérienne, la tentation fut aussi grande de porter atteinte aux droits de la défense, et de manière décisive pour ne pas dire définitive.

Non que les occasions aient manqué. Mais les procédures d'exception depuis les trop fameuses sections spéciales jusqu'à la Cour de Sécurité de l'Etat se rattachaient encore (si l'on ose dire) juridiquement (c'est-à-dire en fait très factivement) à des « circonstances exceptionnelles ». Que la Cour de Sécurité de l'Etat soit une juridiction d'exception permanente ne change rien à l'évidente réalité que les droits de la défense y sont paradoxalement et formellement mieux respectés que devant n'importe quelle Chambre correctionnelle siégeant en flagrant délit : la soif de légitimité des juges qui la composent suscite en leur âme des obligations d'autant plus ardues qu'elles aident à atténuer la (mauvaise) conscience d'une carrière dont l'accélération ne doit pas qu'au seul mérite.

Le quotidien de la justice

Aujourd'hui, consacrer légalement le rétrécissement des droits de la défense ne consisterait qu'à entériner un état de fait où trop souvent la rigueur déontologique du barreau ne subsiste plus qu'à l'état de vague souvenir. Sans quoi, il y a beau temps que le mauvais fonctionnement de la justice tant décrié et si souvent dénoncé aurait débouché sur autre chose que ce qu'un observateur averti appelle « les petits scandales du quotidien de la justice », scandales qui « existent largement grâce à l'abstention, si ce n'est la complaisance passive des avocats » (2).

Et puis l'occasion est trop belle pour ne point donner à la notion d'espace judiciaire européen un prolongement autant spectaculaire que dangereux, à l'image de ce qui se pratique déjà en Allemagne fédérale où la fouille à corps des avocats est devenue chose presque banale.

Mieux, cette pratique hallucinante vient d'être déclarée non contraire à la Constitution grâce à la vigilance de la Cour de Karlsruhe qui, il est vrai, n'en est plus à un exploit près en matière d'hérésie constitutionnelle.

La France n'est pas à l'abri d'un tel cancer. Elle pourrait le découvrir, grâce à l'alibi Mesrine, dans un proche avenir.

Michel ETIENNE ■

(1) L'instinct de mort, par J. Mesrine, éditions Lattès.

(2) Philippe Boucher : « Le soupçon », Le Monde, 13 mai 1978.

Boussac :**"La bête des Vosges, c'est le chômage"**

Que pèsent 1365 nouveaux chômeurs devant la volonté gouvernementale de "restructurer" ?

Montés à Paris dans onze autocars, cinq cents ouvriers et ouvrières des Vosges crient : « *la bête des Vosges, c'est le chômage !* ». Pendant une longue heure, ils vont piétiner devant un cordon de flics goguenards chargés de les empêcher d'accéder aux abords du ministère de l'Industrie où une délégation sera reçue. Frictions, coup de piquets, banderoles déchirées par un officier imperturbable, insultes, cris, slogans, chansons, voix éraillées, visages fatigués : telles sont les images, les impressions que chacun gardera de cette venue à Paris, vendredi, des employés de Boussac.

En repartant le soir, chacun emporte son souvenir : cette femme qui reçut un coup de pied dans le ventre et qui, en guise de revanche, harangua pendant une heure les policiers, leur disant avec bon sens : « *Vous êtes payés bien plus cher que nous pour nous cogner dessus ! Nous qui ne gagnons que 1 600 F par mois, nous qui avons été emboussaqués toute notre vie !* » ; ce garçon qui regardait, ébahi, Paris, la Tour Eiffel, l'obélisque pour la première fois. Cette vieille femme, retraitée, qui espérait avoir le temps d'acheter du chocolat à sa fille.

Oui, ils ont été « emboussaqués ». Dans les Vosges, l'empire Marcel Boussac n'est pas qu'un vain mot : 4 000 sa-

lariés, neuf usines réparties dans deux vallées, celle du Rabaudeau et de la Moselle. Des salaires très bas, un paternalisme étouffant : le logement est souvent fourni par Boussac, en général insalubre ; il y a aussi les centres sociaux et la médaille de fidélité à la maison au bout de seize années de présence sans interruption.

Tout ceci risque de s'écrouler sans contrepartie, sans espoir de reclassement, pour 1 365 salariés de cinq usines Boussac des Vosges. C'est au moins ce qu'annonça Jacques Petit, nouveau P.D.G. (ex-P.D.G. de Manufrance, en un mot un spécialiste « en restructuration ») à 400 personnes en colère. Il fut chahuté, bousculé mais le désespoir des salariés ne semble pas déranger les calculs économiques. Le lendemain, à Neuilly-sur-Seine, dans la propriété de Marcel Boussac, ce plan dit de « survie » des sociétés textiles fut refusé par les quatre principaux actionnaires du groupe.

La fin du groupe Boussac illustre bien cette formule qui définit la politique de Barre : « *pas de pitié pour les canards boiteux* ». Le gouvernement a en effet refusé toute aide. André Giraud, le ministre de l'Economie, a d'ailleurs déclaré quand J. Petit demanda un prêt de 200 millions de francs : « *Il ressort de ce plan que le*

groupe est incapable de tenir une comptabilité digne de ce nom. »

Le résultat d'une mauvaise gestion

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. eux aussi repoussent ce plan, pour d'autres raisons que celles invoquées par le gouvernement. Si ce dernier veut pousser au dépôt de bilan, donc à la liquidation de tous les emplois, les syndicalistes la refusent totalement. Le dégraissage de 1 365 emplois, dont 1 000 environ à la société filature et tissage de Nomexy, n'est pour eux que le résultat d'une mauvaise gestion que les travailleurs n'ont pas à payer en devenant chômeurs, en étant obligés de quitter les Vosges. Cette région n'a que trop souffert de la politique de liquidation de l'industrie textile française. Parallèlement à Boussac, des centaines d'entreprises ont déjà fermé depuis 1974. La moyenne d'âge des travailleurs dans les usines encore en activité n'a cessé de croître, car les départs en retraite, en pré-retraite, ou les licenciements n'ont amené aucune création d'emplois.

Alors les « Boussac » ne se battent pas seulement contre leur licenciement, mais contre la désertification des Vosges. Certes le gouvernement a lâché 600 millions de francs en huit ans pour le groupe Boussac et il ne veut plus s'embarrasser de cette « *planche pourrie* ». Les élections passées, il veut liquider. Pourquoi ces 600 millions n'ont-ils pas servi à une véritable reconversion ? Comme dans la sidérurgie lorraine, le contribuable a payé une politique de « restructuration » — en fait, la condamnation à mort d'une région.

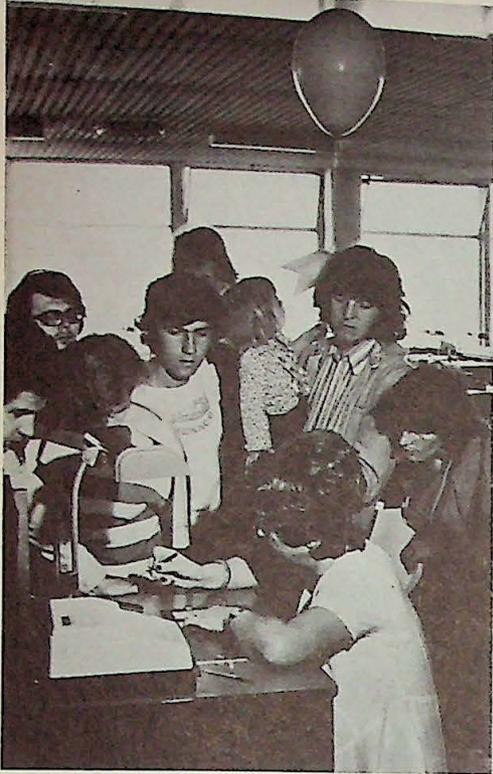
A politique globale, solution globale

Boussac, lui, gardera ses chevaux, ses haras, ses terrains, et son journal *l'Aurore*... La C.F.D.T. Hacuitex propose pour protester contre la politique de liquidation « *une grande journée d'action dans l'industrie textile, la plus unitaire possible, qui devrait être marquée par un arrêt total du travail dans les Vosges et par un grand meeting à Epinal* ». Pour elle en effet, Boussac, avec ses 11 500 salariés et ses 4 000 chômeurs potentiels ne représente qu'un aspect, spectaculaire bien sûr, de la destruction, du déménagement du textile français (la course aux profits a conduit les patrons à programmer la suppression de deux emplois sur trois dans les années à venir).

A politique globale, solution globale : la réduction du temps de travail à 35 heures par semaine, la retraite à 60 ans, le salaire à 2 500 F. C'est tout cela aussi que les employés de Boussac étaient venus dire quand ils criaient : « *le textile peut et doit vivre* ».

Yves SPARFEL ■





Lip : Affaire non classée

La défaite de la gauche conduit les Lip à changer de stratégie pour construire leur coopérative.

La gauche a perdu les élections. La droite gouverne à nouveau... Pour les travailleurs de Lip, qui avaient beaucoup espéré d'une victoire de la gauche pour « faciliter » la mise sur orbite de leur coopérative, le coup est paru assez rude. Pas déterminant cependant, car, depuis cinq ans qu'ils se battent contre la « fatalité économique », ils en ont vu d'autres... Ils sont amenés, par contre, à affiner davantage leur analyse de la situation et la stratégie indispensable pour que le projet devienne réalité.

Blocages politiques

Au niveau bisontin, les blocages politiques sont toujours aussi affirmés. Depuis plus d'un mois, les indemnités ASSEDIC sont supprimées, et si les payes sauvages n'y remédiaient en partie, les Lip seraient condamnés à vivre avec l'aide publique, soit 380 F par mois. Le syndic Jacquot répond négativement aux offres de rachat des terrains et bâtiments par la municipalité. Pourtant, cette dernière a accepté toutes les conditions imposées, et aucun autre acquéreur n'est sur les rangs. Il est donc indispensable de

déposer très rapidement le plan industriel auprès du Ministère concerné, et ceci pour différentes raisons.

Aussitôt après les élections, Giscard d'Estaing a manifesté un certain désir « d'ouverture » vis-à-vis du problème de l'emploi. Il est temps de vérifier « sur le terrain » la réalité de ces intentions ; la façon dont sera considéré le dossier Lip représentera un élément intéressant. Cette démarche faite, et en se plaçant dans l'hypothèse la plus favorable (celle d'un feu vert) des blocages devraient disparaître. La négociation entre la ville de Besançon, la coop et le syndicat bisontin pourrait reprendre ; elle pourrait s'engager également entre la coop et les syndicats parisiens, et la coop pourrait ainsi décoller (1).

Enfin, le dossier Lip pourrait s'intégrer au plan horloger français qui a été mis en veilleuse durant la période électorale et qui devrait réapparaître rapidement (2).

Une nouvelle organisation

Voilà qui suppose un investissement très important des travailleurs de Lip et la volonté de sortir d'une stratégie qu'ils connaissent bien pour se battre sur un autre terrain — économique — auquel ils sont moins habitués. Il était donc nécessaire de replacer le centre quitte à sacrifier, en partie, la richesse d'intérêt sur le projet coopérative, quitte à sacrifier, en partie, la richesse des commissions artisanales dans lesquelles chacun a pu, au cours des mois, s'exprimer, communiquer, s'épanouir.

Depuis trois semaines, tous les travailleurs se sont donc inscrits dans une commission de production, de façon à ce que le projet soit porté par l'ensemble. Ces commissions ne peuvent fournir du travail à tout le monde, mais elles devraient, si la démarche est poussée à son terme, permettre des débats sur le travail qui peut être effectué, sur l'organisation et la répartition de ce travail, sur les rapports interpersonnels, sur les formes de lutte à mener pour arriver à un emploi pour chacun à Palente.

C'est pourquoi aussi, et dans le but de favoriser les échanges, trois assemblées générales ont été supprimées par semaine, l'expérience de deux ans de lutte ayant démontré que l'assemblée générale n'était peut-être pas le lieu privilégié pour ce type de discussion. Certaines commissions demeurent néanmoins : *l'Accueil*, indispensable, car Lip reste une maison de verre qui continue de recevoir beaucoup de visiteurs ; *la Garderie*, élément très important pour la présence de tous à l'usine, puisque les enfants sont pris en charge par une équipe ; *le Restaurant*, toujours ouvert aux chômeurs et aux visiteurs et qui nécessite pour son fonctionnement une équipe permanente et motivée.

Un débat inévitable

Quelles sont maintenant les perspectives possibles ? Ou bien le plan industriel est accueilli favorablement par le Ministère ; dans ce cas, quelles seront les impositions qui feront qu'il n'y aura pas de vainqueurs au terme de cette lutte ? Ou bien, le plan est rejeté ; quelle sera alors la stratégie du pouvoir pour en déterminer définitivement avec Lip ? Stratégie de pourrissement ? Dispersion des travailleurs par la force ? C'est le débat auquel les travailleurs de Lip ne peuvent se dérober. Les conclusions de ce débat, feront que, dans les mois qui viennent, Lip deviendra, ou ne deviendra pas, une affaire classée.

Roland VITTOT

(1) Le syndicat bisontin s'occupe de la liquidation de Lip 73. Le syndicat parisien s'occupe de la liquidation de Lip 76.

(2) Ce plan consacre la division internationale du travail et la main-mise des trusts américains, japonais et suisses sur l'horlogerie française. Il a en outre de graves insuffisances qu'il faut dénoncer, car il prend en compte le déficit commercial de l'horlogerie mais non la maîtrise du produit.

D'AUTRES CONFLITS...

● **La banque se cédétise** : les dernières élections professionnelles dans les établissements bancaires le démontrent : la CFDT gagne des voix et des sièges au détriment de la CGT au Crédit du Nord (+ 2,18 %) ; au CIC d'Osny (+ 8,5 %) ; à la Société Générale (+ 3 % en nombre de sièges). Une enquête patronale attribuait en 1977 45 227 voix à la CFDT sur les 137 855 suffrages exprimés (tous collègues réunis) en faveur des organisations syndicales : soit 32,8 % contre 22,8 % à la CGT, 19 % au SNB (Syndicat national de Banques, organisation corporatiste soutenue par le patronat), 15,3 % à FO, et 10 % à la CFTC. La CFDT qui était déjà la première organisation syndicale renforce donc son audience cette année.

● **Tanneries du Puy et de Bort-les-Orgues** : dans cette branche, on brade. Au Puy, en particulier, où 329 licenciements sont annoncés, avant-dernière étape avant la fermeture complète de TFR (Tanneries Françaises Réunies). Passés de 13 000 à 6 000 en 15 ans, les tanneurs ont manifesté jeudi dernier. Là encore, on a attendu les résultats des élections législatives pour annoncer la liquidation.

● **PUK aussi** : le 10 mai 1978, le groupe PUK (Péchiney Ugine Kulhmann) a annoncé des mesures de licenciements bien que les résultats financiers 1977 soient satisfaisants. Une grève nationale dans le trust a eu lieu le 17 mai à l'appel de la CFDT pour s'y opposer.

- Le plan de la direction prévoit en effet :
- la fermeture de l'atelier d'acrylonitrile d'Yvours (296 travailleurs) ;
 - la fermeture des ateliers d'ammoniac et d'urée de Paimbœuf (120 travailleurs) ;
 - l'étude pour abandon du site d'Auber-villiers à terme (229 personnes) ;
 - le licenciement de tous les travailleurs âgés de 58 ans et 3 mois pour l'ensemble des usines de la région Rhône-Alpes et les autres établissements touchés par les mesures de restructuration ;



Manifestation à Brest :
C'est dans les villes que se joue le sort des pêcheurs...

Marée noire : opération vérité

Camps militaires, centrales nucléaires, pollution pétrolière : la Bretagne, pouvelle du capitalisme ! Deux mois après le naufrage de l'Amoco-Cadiz au large de Portsall, l'heure est venue de dresser un premier bilan. Sans aucune concession.

« A minuit, les autorités alertées déclenchaient le plan COLTAR et, à une heure dix, le personnel de la centrale était évacué. La marée radioactive gagne du terrain et rien ne permet de s'opposer réellement à la progression inexorable des particules nucléaires. Cette terrible catastrophe qui provient trois mois jour pour jour après l'échouage de l'Amoco-Cadiz a provoqué une très vive réaction en Bretagne... ».

Radio-Glazik, l'émission clandestine des militants bretons de Cornouaille, n'y va pas par quatre chemins. Elle a raison... Une menace permanente pèse en effet sur ce pays. Vouée au tourisme, à devenir une nouvelle réserve d'indiens, la Bretagne récupère tout ce dont le capitalisme ne veut

pas dans ses régions développées : les militaires, les centrales nucléaires, la pollution pétrolière. Aujourd'hui, deux mois après la catastrophe, il est temps de faire le bilan du point de vue écologique d'abord, mais aussi sur les réactions populaires et enfin, plus largement, sur les menaces à long terme qui pèsent sur le potentiel maritime breton.

Cinq zones très touchées

Il est encore difficile de faire un bilan écologique complet des conséquences du déversement de 220.000 tonnes de pétrole léger sur les côtes bretonnes. Toutefois à partir des mesures effectuées par la station biologique du CNRS de Roscoff, le CNEOXO (dont le centre océanologique de Bretagne est à Brest), l'Institut d'études marines (regroupant dix laboratoires universitaires) de Brest, il est possible aujourd'hui de dégager quelques points forts :

● Cinq zones sont particulièrement touchées. Dans trois zones littorales, le mazout s'est accumulé dans la première phase sous l'action des vents d'ouest ou de Noroît. Le point d'échouage de l'Amoco-Cadiz tout d'abord : de Lardunvez à Sainte-Marguerite (10 km autour de Portsall) ; ensuite Roscoff ; enfin Tré-

beurden déjà mis à l'épreuve il y a onze ans par le mazout du Torrey Canyon. A ces zones il faut ajouter les abers (Aber Wrac'h et aber Benoit), ainsi que les baies (estuaire du Guillec et baie de Morlaix) où le pétrole léger s'est enfoncé dans le sable.

● Les algues et les mollusques sont gravement atteints. Les algues littorales (utilisées pour la fabrication des farines) sont engluées sur l'ensemble des côtes touchées. Le champ des algues submergé (essentiellement les laminaires dont on extrait 90 % de la production française d'alginate) — soit 30.000 ha — est trois fois plus producteur que nos forêts de chênes et de hêtres. Il est touché puisque le mazout est présent sur une colonne d'eau de plus de 50 m d'épaisseur. Il est encore trop tôt pour évaluer la mortalité de ces grandes algues, elles seront probablement détruites sur près de 30 km².

La faune des rochers est touchée sur 120 km. La mortalité des berniques est de 20 à 50 %, celle des bigornaux de 50 à 99 %. Les crabes et crevettes ont souvent disparu, les survivants sont impropres à la consommation. En profondeur les holothuries et les ascidies sont très atteintes. Dans la zone des marées, malgré la pollution, la faune des sables survit encore largement, à l'exception des

coques, palourdes, couteaux et oursins de sable. On peut citer en exemple la baie de Lannion : la grande grève (surface : 10 km², longueur de plage : 5 km) où l'on trouve en échouage et à la surface de la plage : 3,5 millions de couteaux de toutes espèces ; 10 millions d'oursins de sable ; 7,5 millions de coques ; 7 millions d'autres coquillages.

Abers et vasières contaminés pour dix ans

Dans les estuaires et les baies, les vases sont polluées en profondeur par le mazout. Les données antérieures confirment qu'après sept ans les animaux et les sédiments restent lourdement pollués. C'est donc le plus grave car la croissance, le secrètement, le taux de survie sont très affectés. Crustacés et poissons semblent moins touchés sauf dans la zone d'échouage. En particulier les poissons ont fui et, par conséquent, ont survécu.

En résumé : tous les organismes du secteur sont souillés. La mortalité a d'abord frappé en dessous des basses mers où les organismes sont habitués à des conditions de vie stables ; elle gagne progressivement vers les hauts niveaux. Les plages et les rochers exposés au large se décontaminent assez vite (un à trois ans) ; les vasières et les estuaires (abers) seront probablement contaminés et impropres à la mariculture (aquaculture) pour plus d'une décennie. Ces conclusions sont pour l'essentiel extraites du dernier bilan écologique complet de l'Institut d'études marines, qui date du 17 avril (un mois après l'échouage).

Il est encore trop tôt pour une évaluation complète des conséquences de la pollution pétrolière. Plusieurs années pourront s'écouler avant que, dans telle ou telle baie, une niche écologique complexe, comportant plusieurs centaines d'espèces, soit reconstituée. Les chercheurs britanniques de la Marine Biological Association de Plymouth estimaient, onze ans après la catastrophe du Torrey Canyon, que l'équilibre écologique n'est pas encore atteint dans les zones rocheuses. Il est vrai que, dans ce cas, l'usage mas-

sif de détergents est le principal responsable des perturbations apportées au milieu. On comprend donc la sensibilité extrême des scientifiques face à leur utilisation !

Quand on sait qu'il faut cinq ans pour qu'un homard atteigne une taille commerciale ; quatre ans pour « faire » une grande coquille Saint-Jacques ; trois ans pour une araignée de mer adulte ; deux ans pour qu'un tourteau mesure sept centimètres, on se rend compte que les conséquences d'un déséquilibre écologique ne se mesurent pas à l'échelle de quelques mois...

La marée blanche électorale

« Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain ! Non au bénévolat, les pétroliers doivent payer ! Non aux super-tankers ! Ecologie, autogestion, même combat ; Breiz zo skwiz, gard



Trop tôt pour évaluer vraiment le mal.

les navires en infraction... mais qui se déplacent à 20 nœuds. Quelques amendes par-ci, par-là : 1.800 F à un minéralier grec... Il n'y a pas de quoi pavoiser.

Connaissant la violence des Bretons on pouvait s'attendre à trouver quelques urnes dans le mazout du côté de Portsall le jour du deuxième tour des élections... Il n'en a rien été. Car ceux qui sont directement touchés sont divisés. Il y a plus d'un millier d'emplois directement menacés : goémoniers, marins-pêcheurs. Mais les situations sont diverses : retraités de la marine, femmes de marins de commerce, saisonniers de l'ostréiculture, etc... sont moins motivés que ceux qui vivent exclusivement de la mer. Le gouvernement le sait et distribue avec rapidité quelques chèques d'indemnisation... Ça calme toujours les esprits.

Face à ces travailleurs de la mer, il y a le lobby touristique qui ne cesse de manœuvrer : « Les plages doivent être propres pour l'été » afin que viennent les touristes bien aimés... même s'il faut pour cela utiliser massivement les détergents et tuer la faune marine.

Trois composantes du mouvement populaire

C'est à Brest qu'il y a eu des careaux cassés (ceux du Cercle naval des officiers de marine) et que des grenades lacrymogènes ont plu sur les manifestants. C'est dans les villes — lieux de résidence du pouvoir — que se joue le sort des pêcheurs...

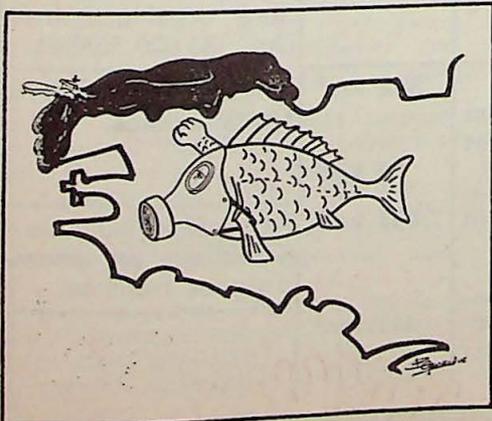
Il était clair dès le départ que les syndicats ouvriers CGT et CFDT n'appelleraient pas à la grève contre la marée noire. Assommée par la défaite électorale de la gauche et écoeuvée par le vote — souvent à droite — des communes rurales et maritimes, la classe ouvrière urbaine ne bouge guère... Même si ses vacances sont compromises. Même si les campings populaires du Nord-Finistère sont menacés comme celui de la Confédération syndicale des familles à Treompan (Ploudalmézeau) !

En fait, trois composantes du mouvement populaire participent à l'action antipollution. Tout d'abord la gauche traditionnelle : PS, PCF, UDB (Union Démocratique Bretonne), qui préconisent des mesures immédiates contre la pollution et pour la prévention de tels accidents. Mais qui en restent là !

La deuxième composante, c'est le courant autogestionnaire, écologique et populaire : PSU-Bretagne, CLIN et CRIN, SEPNB, Amis de la Terre, CSF, CSCV, Comités anti-marée noire, etc. Le dynamisme de ce courant est apparu dans les manifestations et dans les analyses politiques qui refusent le gigantisme et remet en cause la croissance capitaliste. C'est ce courant qui est en position d'initiative mais il est

ar mazout hag gand-armée ! (la Bretagne en a marre du mazout et de l'armée!!!) » Les slogans du PSU-Bretagne et des écologistes ont retenti souvent dans les rues de Bretagne.

Les manifestations se sont succédées : le rail (couloir de circulation des navires) a été éloigné des côtes. Un décret du 24 mars 1978 enjoint à tout capitaine de navire transporteur d'hydrocarbures de signaler à la préfecture maritime (Tour César) ses intentions de navigations et la nature du chargement. Un miniradar est installé à Ouessant. La *Cybele* de la Marine Nationale chasse à 13 nœuds





Opération Polmar :
La gauche traditionnelle a laissé le champ libre à Marc Becam.

parcouru par certaines contradictions. Ainsi, les comités anti-marée noire sont les lieux de convergences des jeunes, inorganisés ou non, et de l'extrême gauche. Mais du PSU-Bretagne à Humanité-Rouge en passant par la LCR, il y a plus que des nuances sur l'analyse politique et sur la croissance !

Une troisième composante est apparue dans les manifestations qui ont regroupé de nombreux étudiants et lycéens. Regroupés autour des « anarchistes » ou « autonomes » — vocables souvent commodes — elle préconisait l'insurrection, la recherche de l'affrontement avec les flics, les tentatives de prise d'assaut des préfectures et sous-préfectures.

Élément nouveau en Bretagne, on a vu une unité large de tous ces courants se réaliser dans la grande manifestation du lundi de Pâques — où, à Brest, défilait en tête la gauche et l'extrême gauche — ainsi que dans la perspective de la venue prochaine de Giscard d'Estaing. Il y a quelque chose de neuf sous le soleil breton, même si, pour l'instant, cela demande à être clarifié...

Quant au P.S.U.-Bretagne, il aurait souhaité que l'objectif des manifestations soit une négociation de mesures concrètes pour protéger le potentiel maritime breton par un collectif large regroupant syndicats, associations populaires et écologiques, s'appuyant sur une opération « Bretagne morte » avec grève effective.

Faute d'avoir cherché ce combat à l'échelle bretonne, la gauche traditionnelle a largement laissé le champ libre au gouvernement et à Marc Becam, le coordonnateur du plan bidon Polmar... les conséquences se mesureront à long terme.

Pour une autre croissance

La gauche française participe à la lutte anti-pollution et pourtant elle a préconisé et arrosé des deniers publics qu'elle contrôle la 3^e forme de radoub

(carénage) pour pétroliers géants en construction à Brest. Activité polluante, elle fait peser une menace permanente sur les marins-pêcheurs.

Il y a là une contradiction insurmontable. De même que, l'Union Démocratique Bretonne préconise l'installation dans le premier port du Ponant d'un vaste complexe pétro-chimique...

De l'emploi, nous en voulons, certes. Mais pas à n'importe quelles conditions. Dans *La plate-forme autogestionnaire bretonne* (1), les militants du PSU ont posé les jalons pour une autre croissance dans le cadre d'une société socialiste et écologique : elle passe par l'utilisation des énergies renouvelables.

La marée noire nous rappelle la menace permanente qui pèse sur le peuple breton. La société capitaliste menace notre avenir et prévoit la disparition progressive des paysans et des pêcheurs (2). Une alternative est cependant possible : les potentialités marines de la Bretagne sont une réalité

qui repose sur trois axes de développement tels que les précisons, par exemple, les marins-pêcheurs de la région.

Il faut tout d'abord :

— *repeupler les fonds marins* : les expériences en cours dans les écloseries, puis par les immersions de bébés homards ou langoustes ne manifesteront leurs effets qu'à l'échelle de quelques dizaines d'années.

— *développer l'aquaculture marine* : l'expérimentation prouve que la rade de Brest peut devenir un centre européen d'aquaculture (3). L'Acormat (Coopérative aquacole du Tinduff) a produit 50 tonnes de saumon et de truites de mer. C'est peu, mais c'est déjà suffisant pour passer maintenant au stade commercial.

— *développer les champs d'algues*, source de production industrielle mais aussi énergétique. L'implantation des algues géantes « macrocystis » est possible et multiplierait probablement par 4 les ressources en alginates (4).

Cependant, le développement du potentiel maritime breton suppose une politique globale pour le contrôle de la mer et du littoral : la création de ZAM (zone d'aménagement maricole), une réglementation stricte... et pas de marée noire ! Il y a forcément compétition entre développement industriel lourd et développement maritime. Dans une Bretagne socialiste et autogestionnaire, ce sera au peuple d'arbitrer !

Paul TREGUER,
Océanographe à l'Institut
d'Études Marines,
Secrétaire du PSU-Bretagne ■

(1) Plate-forme autogestionnaire bretonne, 111 p. 6 F.

(2) Emplois, économie et Bretagne, PSU-Bretagne Documentation, 1978, n° 6, 3 F.

(3) Pour une aquaculture autogérée, PSU-BZH Doc, 1978, n° 5, 5 F.

(4) Pen Ar Bed, Revue de la société d'étude et de protection de la nature en Bretagne, SEPNB, n° 78, 1974.

Les publications du PSU-Bretagne sont disponibles au siège, 28, rue Kerivin, 29200 Brest.

La production de matière vivante dans la zone touchée

Surface de la zone affectée, depuis le niveau de pleine mer jusqu'à moins 20 m, du Conquet et Ouessant au sillon de Talbert	1 380 km²	
Surface sableuse, peuplée de coques, courtes, palourdes, oursins de sables, vers	508 km²	capital animal de matière organique fraîche : 35 000 tonnes.
Surface rocheuse :	882 km²	Production annuelle : 10 000 tonnes.
● surface rocheuse (au-dessus de 3 m marins) produisant « berniques » et « bigornaux »	72 km²	
● champ de grandes algues (de plus 3 m à moins 12 m)	403 km²	Production annuelle : 6 millions de tonnes d'algues fraîches.
● surfaces rocheuses peuplées d'éponges, d'hydrides, etc. (de moins 12 m à moins 50 m)	417 km²	

C.S.C.V. : Un congrès prometteur

Après l'abandon du label familial, il s'agit d'élargir la base.

La Confédération Syndicale du Cadre de Vie (C.S.C.V.) vient de tenir son premier congrès à Neuville-sur-Saône, près de Lyon. Deux ans après la transformation de la Confédération Nationale des Associations Populaires Familiales (C.N.A.P.F.) en syndicat du cadre de vie, ce congrès a permis de tirer le bilan de cette mutation et de discuter de son orientation.

Le bilan est apparu comme très positif puisque, selon le rapport d'activité, « le taux d'implantation de la C.S.C.V. est le plus fort depuis 25 ans ». C'est un résultat intéressant quand on se souvient des remous et des départs provoqués par le changement de structures.

Élargir la base

Le débat sur l'orientation a été centré sur l'objectif défini comme prioritaire dans le rapport de la direction : « travailler à l'élargissement des bases du syndicat ». Les orateurs, dans leurs interventions, ont insisté

essentiellement sur trois points : le rôle spécifique du syndicalisme du cadre de vie, les rapports avec les syndicats ou les associations de quartier et les relations avec les partis de gauche.

La prise en charge de toutes les formes de la contestation populaire, telles qu'elles apparaissent au niveau des quartiers ou de la commune, rôle que s'assigne la C.S.C.V. la met en contact étroit avec les associations parcellaires locales et les syndicats ouvriers. Son action est complémentaire de celle de ces derniers puisqu'elle veut empêcher que ce que gagne un ouvrier, par ses luttes, sur son lieu de travail, lui soit repris sous forme de hausse de prix ; et la C.S.C.V. se considère comme une organisation syndicale ouvrière. Avec les associations locales, il s'agit, tout en respectant leur autonomie, de montrer que la structure syndicale qu'elle représente répond beaucoup mieux aux besoins de la lutte sur le cadre de vie qu'une organisation parcellaire. Les

relations avec les partis de gauche ont donné lieu à deux séries de considération.

Une autonomie totale

D'une part l'autonomie totale de la C.S.C.V. par rapport aux organisations politiques et syndicales existantes, même si elle inscrit son combat dans le cadre du projet politique de la gauche. D'autre part, les congressistes ont fait un bilan critique des relations des organisations de base avec les municipalités de gauche. En particulier ils ont souligné la trop fréquente défaillance de ces municipalités « à prendre en compte le désir de changement de vie exprimé par les travailleurs à travers les résultats électoraux ». C'est la capacité de la gauche à instaurer une véritable vie démocratique locale qui a été discutée à cette occasion.

J.-F. THORAVAL ■

M.A.S. : Éviter l'impasse

L'espoir d'un syndicalisme étudiant autogestionnaire a-t-il péri le 7 mai sur les monts du Forez ? Nul ne peut actuellement répondre de manière péremptoire. Une chose est sûre : ce projet est maintenant bien mal en point.

Pourtant ce 3^e congrès fut certainement le congrès le plus « syndical » que le M.A.S. (Mouvement d'action syndicale) ait connu dans sa courte histoire : deux journées de travail par commissions ont permis aux 70 délégués d'élaborer des revendications par secteur (Droit, Lettres, etc.) et d'affiner l'analyse des institutions universitaires, des rapports emploi-formation et de réfléchir sur le mode d'organisation et de développement du M.A.S.

C'est cette dernière question qui, provoquant le plus de remous, devait prendre le dessus sur les autres débats syndicaux. En effet, dès le premier jour, la quasi-totalité des délégués présents contestèrent vigoureusement le bureau national sortant (en particulier son secrétaire général) les accusant de se « couper » de la base et de réduire le projet du M.A.S. en le transformant en une organisation purement « revendicative » comme l'U.N.E.F.

Ce débat s'est cristallisé le dernier jour, lors de la mise en place des nouvelles instances nationales : le bureau national sortant proposait le même type de fonctionnement que l'année passée et sa propre reconduction. Quant à la majorité du congrès

elle souhaitait un mode d'organisation plus souple, laissant plus de place à l'initiative des sections, un bureau national restreint.

Cette alternative s'est réduite à une impasse : d'une part des litiges sur une quantité importante de mandats apportés au dernier moment par la majorité du bureau national sortant empêchaient le moindre vote ; de plus des pressions étaient exercées par la C.F.D.T. pour le maintien du secrétaire général sortant au nom de la « continuité syndicale ».

Le congrès s'acheva donc sans aucune mise en place d'instances nationales. Actuellement les sections du M.A.S. tentent de créer des liens entre elles, à la base. Une rencontre nationale aura lieu en juin, permettant aux sections de confronter leur position et d'envisager les moyens pour poursuivre leur activité syndicale. Un collectif national pourrait se mettre en place avant la fin de l'année universitaire.

La politique de fermeté de Mme Saunier-Séité se renforce dans les universités (voir la fermeture prochaine de Vincennes). L'U.N.E.F. est en perte de vitesse, toute absorbée par ses débats internes qui ne pourront qu'être aggravés par la crise de l'Union des étudiants communistes (U.E.C.). Il semble donc plus que jamais nécessaire qu'un mouvement syndical autogestionnaire en lien avec les travailleurs, dont le M.A.S. reste l'embryon, se développe dans les universités.

J.-F. BERISSAR ■

C.S.F. : Comment agir hors de l'entreprise ?

Une lutte quotidienne
à multiples facettes.

La Confédération syndicale des familles (C.S.F.) est peu citée par les médias et par la presse. Elle tenait son congrès à Lorient les 13, 14 et 15 mai derniers. Cinq cents délégués, représentant environ 25 000 familles, ont débattu de la place que devra tenir le syndicalisme familial et social. Ce terrain d'action, trop souvent laissé en friche par les autres organisations du mouvement ouvrier, exige une lutte quotidienne à multiples facettes : les droits sociaux des travailleurs (santé, Sécurité sociale), le logement et l'urbanisme, les transports, l'école, la consommation, etc.

Le refus du productivisme

La C.S.F. a, lors de ce congrès, examiné sa stratégie après avoir précisé tous les aspects de la crise de la société : celle des rapports économiques, sociaux, culturels et sa conception du socialisme. Parce qu'elle se veut indépendante, la C.S.F. refuse de se marquer politiquement en choisissant de faire référence par exemple à l'autogestion. Mais en condamnant le programme électronucléaire, en adoptant comme ligne conductrice le mot d'ordre : « *Produire autrement pour vivre mieux* », en reconnaissant l'énorme besoin d'autonomie qui se fait jour dans les luttes actuelles, en particulier celles des femmes, la C.S.F. « cadre » le socialisme et le nouveau type de croissance et de consommation qu'elle veut voir se réaliser. Ce n'est pas celui du productivisme à tout prix. Ce n'est pas celui des états-majors non plus car la C.S.F., tirant les leçons de l'échec de la gauche, estime qu'une nouvelle stratégie unitaire doit être mise en place. Associant plus qu'elle ne l'a fait le syndicalisme familial ou du cadre de vie, nécessitant un débat à la base, une nouvelle pratique unitaire, doit, selon la C.S.F., voir le jour.

Le vœu de certains congressistes

Le débat n'exclut pas les différences d'orientation ou de pratique. Ainsi certains congressistes ont souhaité que la C.S.F. abandonne son sigle actuel qui fait trop référence à ses origines familialistes. Ils préconisaient pour les mêmes raisons son départ de l'U.N.A.F. : Union nationale des associations familiales qui regroupent très souvent des associations fort ambiguës, simples rouages de la politique gouvernementale. Ce point de vue a été minoritaire, mais il a amené le congrès à se prononcer sur de nouveaux moyens pour mieux prendre en charge tous les terrains de lutte sociaux. En particulier la C.S.F. souhaite la création de comités populaires de quartier et d'un conseil économique et social municipal. Elle s'appliquera aussi à obtenir le statut d'organisation syndicale à part entière et non plus seulement d'association. Cette volonté de « *mettre en mouvement les destinataires de la production* » transparaît tout au long d'une résolution acceptée très largement (avec environ 8 % d'abstentions seulement). Des initiatives à suivre donc, à l'heure où pour changer la politique, il faut aussi changer la manière de le faire...

J.-Y. SPARFEL ■

Les jocistes ont 50 ans

Le 14 mai 1978, à La Courneuve, la J.O.C. et la J.O.C.F. ont fêté leur 50^e anniversaire. 100 à 150 000 personnes, un grand succès populaire rassemblant principalement jocistes actuels et anciens jocistes. Le P.S.U. était représenté par une délégation comprenant Geneviève Petiot et Charles Piaget (secrétariat national), M. Gentes et R. Montaigne (B.N.), R. Toutain (secrétariat national de la C.N.E.), D. Ferrand (secrétaire fédéral du 93), Suzanne Goueffic (secrétariat national femmes). Le P.S.U. a adressé le message suivant à la fête de la J.O.C.

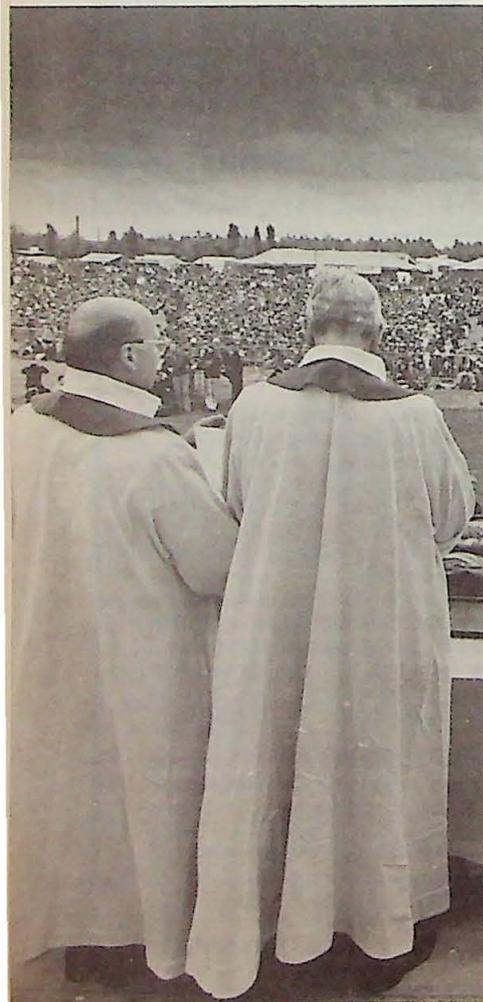
« Le P.S.U. salue chaleureusement le 50^e anniversaire de la J.O.C. Nous avons de multiples raisons d'apprécier le travail accompli par la J.O.C. et la J.O.C.F., par les militants qu'elle a donnés au mouvement ouvrier, par sa contribution au développement des luttes de la classe ouvrière, par le rôle qu'elle a joué pour rappeler la nécessité d'une véritable libération des travailleurs.

L'affirmation constante de cette action de la J.O.C. est d'autant plus importante qu'au cours de son histoire elle n'a pas manqué de rencontrer les idéologies qui prônaient l'acceptation par les travailleurs de leur exploitation, ainsi que les prétendus socialismes qui tournaient le dos à l'œuvre de libération pour laquelle ils avaient été institués. Elle est essentielle aujourd'hui, alors que tant de travailleurs sont désorientés par l'échec électoral de mars, et retrouvent avec écoeurement les difficultés de la vie quotidienne, à l'entreprise et à la maison.

Plus que jamais, dans une période comme celle-ci, ce grand mouvement qu'est la J.O.C.-J.O.C.F. est irremplaçable si l'on veut être en mesure de franchir les difficultés. Il l'est également pour permettre aux jeunes travailleurs de réfléchir aux raisons pour lesquelles nous sommes passés à côté de la victoire, d'interroger tous ceux qui ont vu leur responsabilité engagée, de réfléchir collectivement aux moyens les plus efficaces pour que recommence à progresser une volonté majoritaire d'affranchissement du capitalisme.

Pour notre part, au P.S.U., nous pensons que cela passe par la réalisation d'une unité anticapitaliste de la base au sommet, et par la prise en compte des aspirations autogestionnaires, c'est-à-dire à maîtriser collectivement notre destin. Même si nous ne l'exprimons pas toujours de la même façon, nous sentons une grande communauté de vues et de préoccupations avec la J.O.C.-J.O.C.F. Mais le plus important est sans doute, entre nous comme dans l'ensemble du mouvement ouvrier, de débattre franchement de ce que nous souhaitons et de rechercher nos convergences. Nous profitons de cette occasion pour vous dire l'importance que nous attachons à développer de telles discussions, et à faire en sorte qu'elles puissent être utiles à tous les travailleurs.

En ce 50^e anniversaire, la J.O.C.-J.O.C.F. peut légitimement être fière de ce qu'elle a accompli. Le revers que la classe ouvrière a essuyé cette année ne peut faire oublier tous les progrès qu'elle a réalisés et auxquels vous avez pris une part importante. Tous, nous devons repartir sur ce que nous avons déjà réussi à construire, et c'est pourquoi nous souhaitons à la J.O.C.-J.O.C.F. de continuer sans relâche à se développer et à se renforcer. »



forum de l'autogestion

Autogestion et organisation

I - Politique et théorie

Après la réunion des 6 et 7 mai du Front autogestionnaire, un militant, membre de la DPN du PSU, prolonge le débat.

Tribune Socialiste a rendu compte la semaine passée des déroulements de la réunion des 6 et 7 mai du Front autogestionnaire, regroupant 200 participants, représentant environ une soixantaine de collectifs locaux. Il s'agissait là d'un premier bilan, positif à la fois par son existence même et par les décisions prises (mise sur pied d'un collectif provisoire, création d'un bulletin du Front, préparation d'une rencontre à l'automne, etc.).

Mais, il est souhaitable de dépasser ce simple constat et d'analyser les contradictions, voire les silences de cette réunion. Un certain nombre d'interrogations, voire d'inquiétudes se sont faites jour, qui doivent susciter réflexion et débat dans notre parti.

Le Front et la politique

Lors de son X^e congrès, le P.S.U. lançait un appel aux autogestionnaires; affirmant notamment : « *Le P.S.U. considère comme une tâche centrale d'œuvrer au regroupement des militants qui se cherchent sur la voie de l'autogestion socialiste. Il ne peut être question ni de rassembler dans la confusion, ni de préparer un cartel d'organisations... Le regroupement suppose un accord sur les problèmes fondamentaux du programme, sur la nature de l'organisation et ses rapports avec les mouvements de masse, sur sa stratégie unitaire sans laquelle ne serait possible qu'une action minoritaire sans perspective* ».

Ces questions sont encore non seulement d'actualité, mais elles sont urgentes à résoudre pour deux raisons.

1) C'est bien le problème de l'unité (des travailleurs et des différents secteurs de lutte) qui est le problème numéro un après ces élections. Comme il l'est déjà depuis de nombreuses années. Politique de restructuration industrielle, nouveau plan Barre, chômage, hausse du coût de la vie, accroissement des inégalités, voilà ce qui attend les travailleurs dans les mois qui viennent.

Passivité ou recherche de nouvelles

formes d'unité à la base, par le débat et la lutte, telles sont les deux branches de l'alternative.

Le constat que l'on peut tirer de ces deux jours, c'est qu'il y a une réticence profonde de nombreux militants du Front à se poser ce genre de questions, au nom du refus de la « *politique politicienne* ». Et l'on agite comme un hochet la coordination des luttes, sans voir un seul instant que la coupure entre les luttes sociales et les luttes politiques, entre les luttes institutionnelles (le problème de l'Etat) et les nouvelles formes « *d'expérimentation sociale* » explique l'absence d'une véritable organisation politique de masse pour l'autogestion.

2) La seconde raison de l'urgence citée plus haut, ce sont les tentatives de récupération de l'autogestion par certains courants du P.S., voire du P.C. C'est seulement la réponse à la première question qui peut permettre de cristalliser autour du Front autogestionnaire des militants des organisations traditionnelles de la gauche. Sinon, pour eux, il restera la résignation (au sein de leur organisation).

Cette analyse rejoint par ailleurs l'inquiétude manifestée par les quelques militants ouvriers présents les 6 et 7 mai. Une fausse querelle s'est instaurée sur l'existence ou non de fronts essentiels (dans la production) et de fronts secondaires (hors production), alors qu'il semblait que cette question était réglée depuis longtemps. N'avons-nous pas dit au cours de la campagne électorale que le Front n'aurait de raison d'être qu'en tentant l'unification de ces différents lieux de lutte : d'une part, en expliquant aux travailleurs qu'il ne peut y avoir de société socialiste autogestionnaire sans remettre en cause la croissance, le nucléaire, la nature des objets consommés, etc. Et d'autre part, en expliquant aux autres fronts (luttes des écologistes, des femmes, des soldats, des magistrats, etc.) qu'il était vain d'espérer de profonds changements dans ces domaines sans un lien profond avec la classe ouvrière, pour faire sauter ensemble le verrou de l'exploitation capitaliste ?

En réalité, le problème qui se pose au Front est le suivant : va-t-il se laisser glisser sur la pente naturelle qui le pousse à négliger le secteur des luttes ouvrières à cause du type de militants qui le compose, de leur insertion socio-professionnelle, de leur idéologie ou de leur sensibilité. Laisser faire, laisser aller en ce sens, ne peut qu'aboutir à la marginalisation du Front, et à son échec. Une politique, c'est l'expression d'une volonté, et le Front doit avoir une politique volontaire dans le secteur de la production. Sinon, il ne sera qu'un rassemblement à coloration « *Libération* », mais assurément pas un acteur politique de transformation.

Le Front et la théorie

Nous sommes tous opposés à la notion de parti-guide. Mais, ce n'est pas pour tomber dans le spontanéisme. Certes, les initiatives des masses sont riches et constructives, mais il serait erroné de penser que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre, pour l'essentiel de leur mouvement spontané.

Pour nourrir le rapport théorie-pratique, le rôle du débat, de l'analyse, de la « *science* » est loin d'être négligeable.

A cet égard, les propositions du Front persistent (colloques sur certains points, bulletin), mais elles sont bien timides. Ne serait-il pas souhaitable que, dans le domaine de la réflexion sur les pratiques autogestionnaires et leur débouché, le Front prenne l'initiative de créer un Centre d'études autogestionnaires, réalisant des réunions-débats, des stages de réflexion et de formation, éditant des brochures comme l'a fait le Centre d'études socialistes, dans les années 60 ? Il y a là une place à prendre : un tel centre peut cristalliser une aspiration collective... l'autogestion dans certains secteurs sociaux (depuis des intellectuels jusqu'à des militants syndicalistes par exemple).

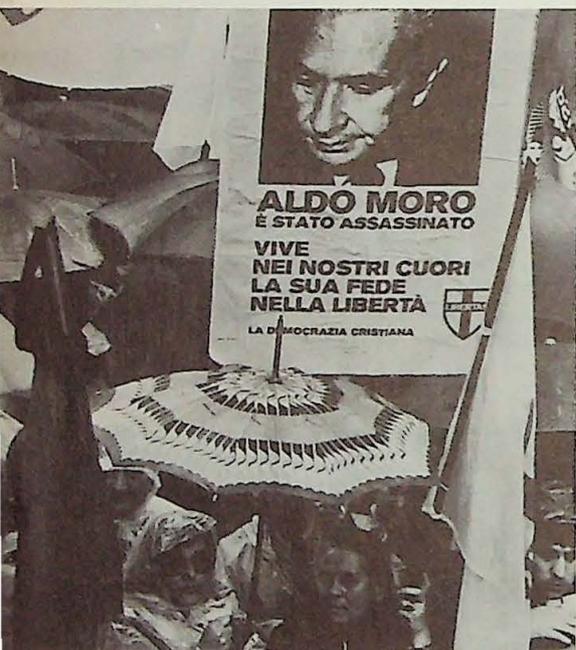
Jean-Claude GILLET ■

● La semaine prochaine : II - Le Front et l'organisation.

Italie :

Après Moro, quel compromis ?

Pris entre les échéances électorales et la pression terroriste, le gouvernement italien entre dans une période de gel politique.



Avancée des démocrates chrétiens, recul des communistes : tel est le résultat des élections municipales partielles qui se sont déroulées cinq jours après l'assassinat de Moro. « *Les Italiens ont voté sous le coup de l'émotion* », a aussitôt commenté le Parti communiste italien. Certes, mais il est significatif que l'émotion due aux actions terroristes porte les Italiens à voter à droite. Et ceci bien que le Parti communiste soit apparu comme le parti de l'ordre et de la défense de l'Etat tout au long de l'affaire Moro.

Encore que, il faut le souligner, toutes les élections partielles qui se sont déroulées depuis les législatives de juin 1976 aient marqué un recul des communistes et un renforcement des démocrates chrétiens. C'est qu'il n'est pas simple d'être un parti de gouvernement. Le parti communiste italien est en train d'en faire l'expérience : essayer les plâtres de trente ans de « *malgoverno* » démocrate chrétien n'est pas toujours payant. Les administrations municipales de Naples et

des communes voisines, Castellamare, en ont fait la démonstration, elles se sont appliquées à essayer de combler le gouffre créé par une gestion municipale catastrophique et corrompue. A chaque test électoral elles ont vu leur popularité diminuer. Si dans les villes rouges les municipalités de gauche se manifestent par une gestion consciencieuse qui fournit aux habitants des avantages matériels certains, dans les villes nouvellement conquises les municipalités s'essoufflent à combler les caisses vides et ne parviennent pas à offrir des résultats tangibles.

Face à un terrorisme quotidien et larvé

C'est la première question qui se pose au parti communiste : *compromis historique* oui, mais pour élargir la base, non pour la rétrécir. La deuxième question est celle de faire face à l'assaut du terrorisme. Faire face : on peut dire que l'Etat italien a remarquablement tenu le choc, lui qui depuis trente ans fait sourire avec condescendance les observateurs politiques étrangers. Le mur s'est quelque peu lézardé sous le coup des attaques brigadistes, mais il n'a pas cédé. La coalition D.C. - P.C.I. a tenu et même semble montrer une cohésion politique renforcée.

Certes, l'on peut se demander si les rangs resteront serrés au-delà des vicissitudes de l'affaire Moro, sous les attaques d'un terrorisme plus dispersé et sans doute plus dangereux. Devant une affaire d'ampleur nationale, il était obligatoire pour les uns et les autres de mettre en sourdine les désaccords.

Cependant, face à un terrorisme quotidien et larvé comme celui qui est en train de se manifester avec les agressions quotidiennes dans toutes les villes italiennes — à Milan par exemple — des clivages peuvent apparaître. Déjà dans les derniers jours de l'affaire Moro, les premiers désac-

cords commençaient à se manifester, notamment au sujet des lenteurs de l'enquête policière. Ces lenteurs, le gouvernement démocrate chrétien en porte la responsabilité entière ; par incapacité ou par complicité.

La loi du silence

Ces complicités, qu'est-ce qui empêche de les démasquer ? La loi du silence qui fait que des hommes compromis sur divers plans préfèrent se taire, la complicité d'anciens membres des services secrets aujourd'hui en réorganisation ? Et quel est le plan politique qui préside au désir de déstabiliser le pays ?

Ce sont toutes les questions que le gouvernement Andreotti devra forcément résoudre faute de voir une situation insoutenable se créer. Et il n'est pas certain que la sacro-sainte alliance qui a fait face à l'enlèvement Moro résiste à une guérilla quotidienne, à l'usure de la menace qui pèse désormais sur chaque citoyen italien.

Face à cette situation, les tiraillements qui se sont manifestés dans les différents partis risquent de s'épaissir. En premier lieu, se pose bien entendu la question de la droite de la démocratie chrétienne qui a commencé à se manifester la veille de l'assassinat d'Aldo Moro par la bouche d'Amintore Fanfani, vieux routier de la politique italienne, dix fois mis à l'écart, dix fois de retour dans l'arène. Amintore Fanfani qui s'est distingué au cours d'une violente campagne anticommuniste lors du référendum sur le divorce avait été mis sur la touche, après la sérieuse défaite électorale de la démocratie chrétienne. Il déclarait, la veille de l'assassinat, « *le gouvernement manque de stratégie* ». Depuis, les yeux des observateurs sont rivés sur lui : le petit homme qu'on avait soupçonné de vouloir devenir le De Gaulle italien aurait-il trouvé maintenant la situation politique favorable pour remplir cette ambition ? Dans ce cas, la ligne d'unité avec les communistes volerait en éclats.

A l'extérieur, il se trouve bien des partis pour souhaiter que l'axe D.C. - P.C.I. se brise, entre autres le parti socialiste qui est pris en étau et laminé entre les deux géants de la politique italienne. A supposer que la coalition tienne et que le gouvernement Andreotti soutenu par les cinq partis survive, il rentrera très bientôt dans une période de gel politique avec une série d'élections partielles, échelonnées dans les prochaines semaines, et surtout avec le début du semestre qui précède l'élection présidentielle (il ne peut alors être renversé).

Liana LEVI ■

Les trente ans d'Israël

Les conditions psychologiques d'un règlement au Proche-Orient sont plus avancées que jamais. Mais les conditions politiques ?

Que représentent les trente ans d'existence de l'Etat d'Israël pour le peuple palestinien ? Dans les manifestations organisées par les mouvements sionistes pour commémorer l'événement, on ne s'est guère posé la question. Pourtant quelques voix, encore assourdies par le concert d'unanimité et de chauvinisme, commencent à s'élever pour proposer une approche nouvelle et plus réaliste du problème palestinien.

En France par exemple, la journée de commémoration du 7 mai dernier à la Défense a permis à des courants non conformistes, comme le cercle Bernard Lazare et le groupe « *Identité et Dialogue* » de s'exprimer, en dépit de l'ambiance de soutien sans nuance à la politique israélienne.

En Israël même, Begin a dû renoncer à ses projets grandioses et se contenter d'une célébration plus sobre où le violon d'Isaac Stern tenait autant de place que les parades militaires. Petits faits sans doute, mais qui sont significatifs du climat nouveau qui s'instaure tant en Israël que dans la diaspora.

Le prestige des pères fondateurs

La visite de Sadate à Jérusalem n'y est pas étrangère, mais il est probable que l'arrivée au pouvoir de Begin portait en elle-même les germes de cette situation nouvelle. En effet, les travailistes, qui ont dominé l'Etat pendant près de 30 ans, avaient obtenu sur leur politique un consensus très large, qui a d'ailleurs bloqué toute évolution sérieuse.

Auréolés du prestige des pères fondateurs, ils renvoyaient à la diaspora — ashkenaze (1) à 80 % — une image familière et chargée de sens historique : celle des survivants de l'Atlantide d'Europe centrale, avec leurs traditions progressistes issues du mouvement ouvrier.

Begin, au contraire, incarne des conceptions qui sont loin de faire l'unanimité. En Israël même, il a toujours été considéré par les courants de gauche et même par la social-démocratie, comme le représentant d'une droite réactionnaire dans le domaine social et économique.

Quant à ses conceptions politiques, il est vrai qu'elles ne différaient guère dans leurs conséquences pratiques de celles des travailistes. Mais il en va

tout autrement depuis la visite de Sadate à Jérusalem.

Begin qui jusqu'alors rassurait, parce qu'on savait qu'il ne « braderait » pas la sécurité du pays, est apparu depuis comme un homme enfermé dans des conceptions doctrinaires et rigides, incapable de s'adapter avec pragmatisme à la situation nouvelle. Une illustration éclatante en a été donnée avec l'affaire des colonies juives en Cisjordanie qui divise l'opinion israélienne plus qu'on ne le pense.

Un écho inattendu

Enfin, le fait que Begin — lui-même originaire de Pologne — soit arrivé au pouvoir grâce à l'appui des Juifs sépharades — c'est-à-dire des Juifs originaires des pays arabes, marque une évolution qui est loin d'être négligeable. Un processus d'« *orientalisation* » du pays ne serait pas sans conséquences sur les rapports de l'Etat d'Israël avec son environnement, et avec la diaspora ashkenaze. L'ensemble de ces facteurs vont dans le sens d'une fissu-



ration du consensus qui avait jusqu'alors prévalu, et de l'ouverture d'un réel débat sur la question palestinienne.

L'apparition du mouvement « *La paix maintenant* » en est la manifestation la plus frappante. Créé par 350 officiers de réserve israéliens en faveur de concessions — et notamment de l'évacuation des territoires occupés — il a obtenu un écho inattendu, réunissant des milliers de manifestants et des dizaines de milliers de signatures.

Un phénomène du même ordre pourrait bien apparaître dans la diaspora, où, il ne faut pas l'oublier, le sionisme (2) ne fait pas l'unanimité. Les 4/5 des Juifs ne vivent pas en Israël et n'ont aucune envie de s'y installer, exception faite peut-être des Juifs soviétiques.

Ceci ne les empêche d'ailleurs pas d'éprouver un profond sentiment de solidarité avec l'Etat juif qu'ils considèrent comme un acquis irréversible. Mais ils sont loin d'adhérer aux conceptions des partisans du « *grand Israël* », et à la longue, l'intransigeance de Begin ne peut que favoriser une « *distançiation* » déjà perceptible à l'égard de la politique des dirigeants israéliens.

D'autant que l'attitude des organisations palestiniennes à l'égard de la réalité nationale israélienne s'est singulièrement infléchie.

Pas de solution sans l'O.L.P.

Au-delà des théories réductrices à la sauce « marxiste » sur le sionisme considéré comme un sous-produit de l'impérialisme, ou des théories inverses sur l'inexistence d'un peuple palestinien (il n'y aurait que des « *réfugiés* »), il faudra bien prendre la mesure d'une réalité autrement complexe où les aspects nationaux, historiques, voire même religieux, sont étroitement imbriqués dans un contexte d'affrontement des grandes puissances.

Paradoxalement, les conditions psychologiques d'un règlement au Proche-Orient sont plus avancées qu'elles ne l'ont jamais été. En revanche les conditions politiques en paraissent plus éloignées que jamais. La responsabilité en incombe d'abord aux milieux dirigeants israéliens et américains dont l'objectif demeure de réduire les organisations palestiniennes à l'impuissance avec l'accord tacite des classes dirigeantes arabes.

Pourtant aucune solution durable n'est possible sans l'accord de l'O.L.P. En dépit de ses erreurs et de ses faiblesses, elle incarne aujourd'hui la volonté d'auto-détermination du peuple palestinien forgée par trente ans d'injustices et d'oppression. Il faudra bien que les Israéliens en prennent conscience.

Léo GOLDBERG ■

(1) Juifs originaires d'Europe centrale et orientale.
(2) Doctrine qui préconise le « retour » de tous les Juifs en Palestine pour y constituer un Etat nation « comme les autres ».

Océan indien :

les gendarmes de l'or noir

II - La révolte des riverains

Les Etats-Unis, la France et leurs alliés locaux se bousculent dans la région. Des prétextes de taille : la présence des Soviétiques et l'opposition grandissante des pays riverains du camp progressiste ou non aligné.

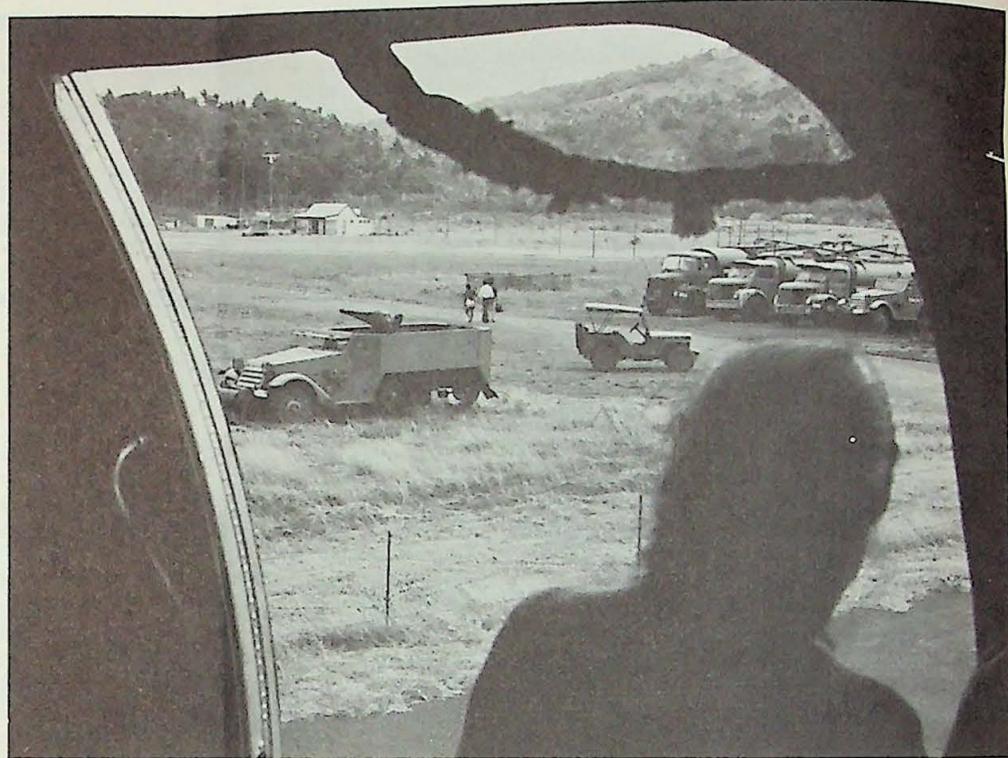
D EPUIS la réouverture du canal de Suez, en 1975, les Soviétiques ont la vie plus facile. Lorsqu'ils envoyaient un navire dans l'océan Indien pour « montrer le pavillon » et assurer un « parapluie » à leurs alliés de la région, ils devaient leur faire effectuer des trajets de 17 000 kilomètres environ, depuis les bases d'Odessa (en mer Noire) ou de Vladivostok (en Sibérie). De plus, cette distance énorme par rapport aux bases naturelles de la flotte les obligeait à maintenir leurs équipages dans l'océan Indien pour des « campagnes » d'un an au moins.

La difficulté n'a été que partiellement contournée : les navires de plus de 20 000 tonnes peuvent difficilement utiliser la voie d'eau égyptienne, qui reste peu profonde ; de plus, les sous-marins n'ont pas la possibilité de franchir le canal en plongée ; enfin, le passage n'est guère discret.

Cependant, cette ouverture a permis à la flotte soviétique d'être ravitaillée plus facilement. De même, il a été possible d'acheminer rapidement du matériel de guerre soviétique vers les ports érythréens, pour renforcer l'armement de l'armée éthiopienne et des unités cubaines qui l'appuient.

La flotte soviétique permanente dans l'océan Indien comprend actuellement une vingtaine d'unités, dont la moitié seulement a une puissance de feu : il s'agit d'un croiseur de type Sverdlov, assez ancien, avec un millier d'hommes d'équipage, escorté par deux ou trois destroyers lance-missiles (250 hommes chacun), que renforcent deux petits navires d'escadre (170 hommes chacun environ) et deux sous-marins. Les dix autres navires remplissent des missions d'appui logistique : pétroliers-ravitailleurs, transports de vivres et munitions, relèves d'équipage, chalutiers d'observation, navire-atelier.

Ces effectifs sont faibles, par rapport



Mayotte : les « half-tracks » de la Légion :
Vus de la porte du « DC 4 » d'Air Comores.

aux forces navales déployées dans le Pacifique ou dans l'Atlantique. De plus, les Soviétiques ne se sentent pas « chez eux » dans l'océan Indien, au contraire des anciens colonisateurs (France, Grande-Bretagne) qui disposent encore de « points d'appui », ou des Etats-Unis, qui ont pris possession de l'îlot de Diego-Garcia pour en faire une base ultra-moderne.

Ils n'exercent leur souveraineté sur aucun territoire, aucune île de l'océan Indien. Les accords de coopération accordaient, certes, de très larges facilités de mouillage à Berbera, mais la brouille intervenue en 1977 à la suite du déclenchement de la guerre de l'Ogaden a tout remis en question : il a fallu démanteler la station de télécommunications de Berbera, quitter les casernes, renvoyer les conseillers et organiser le repli des navires logistiques et du dock flottant vers Aden, au Sud-Yémen. D'une certaine manière, les ports érythréens de Massauah et Assab ont pris la relève, mais la situation y est incertaine : il s'agit de zones de guerre, où il est difficile d'installer des quartiers de repos ou de réparations.

Pour le reste, les possibilités de la flotte soviétique sont limitées : le port irakien d'Um Kasr, où il lui est possible de demander à relâcher, est peu profond et situé dans un cul-de-sac.

Les bases de Wishakhaptnam (Inde) et Chitta-Tong (Bengla-Desh) sont connues des Soviétiques, puisqu'ils ont aidé à les aménager, mais elles sont contrôlées par des pays affirmant bien haut leur « neutralité ».

Couper la route du pétrole ?

En fait, pendant longtemps, la balance des forces dans l'océan Indien a été très défavorable à la flotte soviétique. Pour justifier les efforts financiers importants qu'ils exigeaient de leurs gouvernements, les amiraux américains et français ont souvent cherché à « gonfler » cette « menace pour les routes d'approvisionnement de l'Occident », en faisant état de journée de présence, de nombre de navires ou de possession de points d'appui souvent très fantaisistes.

Ainsi, sur de nombreuses cartes d'état-major de ces marines, l'île Maurice figure comme une « base soviétique », alors que son gouvernement est notoirement pro-occidental et contesté par une gauche active et quasiment majoritaire. Simplement, l'île Maurice (950 000 habitants, à moins de 200 kilomètres de la Réunion) a adopté, en ce qui concerne la circulation des flottes marchandes ou militaires, une poli-

tique opportuniste : tous les navires sont les bienvenus, à commencer par les Français, Sud-Africains, Américains, Japonais et Coréens du Sud, Indiens, Pakistanais, Iraniens... Dans ces conditions, l'accord entre Maurice et l'U.R.S.S. pour permettre à quelques navires de guerre soviétiques de « faire de l'eau douce » ou d'acheter des légumes ne représente pas grand-chose.

En fait, pour décider le président et le Congrès U.S. à voter des crédits pour la construction de nouveaux porte-avions, à la fin des années 60, il fallait sortir du gros gibier : « **Les Soviétiques sont presque maîtres de l'océan Indien... Ils peuvent couper la route du pétrole, etc.** »

La balance inégale

Un rapide calcul démontre à quel point les moyens sont inégaux, au moins en ce qui concerne les flottes elles-mêmes : au total, en comptant les effectifs des marines iranienne, sud-africaine, australienne et kenyane — qui sont clairement engagées aux côtés de Washington et de Paris — les forces pro-occidentales comptent 160 unités de tous tonnages, dont 3 porte-avions et une trentaine de sous-marins. En face, si on additionne les Soviétiques et les « neutralistes » (qui sont en fait souvent plus autonomes sur le plan militaire que les alliés des U.S.A.), on trouve 70 unités, sans porte-avions, avec les 2 seuls sous-marins de l'U.R.S.S. ; et 50 de ces navires sont en fait des patrouilleurs côtiers, servis par des équipages de 30 à 50 hommes maximum.

Dans cette « balance », on ne fait pas figurer la marine pakistanaise (8 escorteurs, 3 sous-marins) et la marine indienne (10 sous-marins, 1 vieux porte-avions, 2 croiseurs très anciens, 31 escorteurs). Le Pakistan est généralement classé « pro-américain ». L'Inde, qui passait pour « pro-soviétique » du temps de Mme Gandhi (mais il ne faut rien exagérer !), a récemment rééquilibré son « neutralisme » en faveur de l'Ouest...

Des responsables américains importants, comme l'amiral Gene la Rocque, directeur du centre d'information sur les problèmes de défense de Washington, ou William Colby, l'ancien directeur de la C.I.A., n'ont pas caché à la commission sur la défense du Congrès, en 1975, que la flotte soviétique de l'océan Indien leur paraissait « **peu nombreuse** » et, au surplus, « **en grande partie fictive** » — dans la mesure où la plupart des détroits importants sont encore contrôlés par les forces occidentales : celui d'Hormuz, à l'entrée du golfe Persique ; le Cap, au large de l'Afrique du Sud ; les détroits indonésiens et philipins, à l'est de l'océan Indien ; et même le passage de Bab-El-Mandeb, à l'entrée de la mer Rouge, où les Français disposent encore de l'importante base de Djibouti.

Cela dit, la coopération militaire étendue depuis 1977 entre l'Union soviétique, Cuba et l'Éthiopie a dû modifier en partie l'opinion de ces responsables, et justifier rétrospectivement les craintes « tactiques » exprimées par le Pentagone au début des années 70.

Moscou, tout en s'efforçant de figurer dans l'océan Indien, a développé une argumentation sur la « démilitarisation » de l'océan Indien, qui devait déboucher notamment sur le démantèlement des bases (Diego-Garcia, Berbera, Djibouti) et sur la réduction mutuelle des flottes. Pour l'amiral Patel Kotov, commandant adjoint de la marine de guerre de l'U.R.S.S., la « **menace soviétique** » est simplement une « **fable** » ; et les Russes n'ont jamais reconnu la possession de bases en propre, au contraire de leurs vis-à-vis français et américains.

Des négociations ont eu lieu durant toute l'année dernière entre l'Union soviétique et les États-Unis pour voir s'il était possible de désarmer en partie l'océan Indien. Elles sont actuellement gelées, les Américains prétextant notamment de l'intervention soviéto-cubaine en Afrique orientale et des difficultés rencontrées dans la discussion sur le désarmement mondial, pour « lier » le problème océan Indien au contentieux global. De toute manière, ces négociations souffraient d'un défaut original : ni la France, « **principale puissance navale militaire de l'océan Indien** », ni les États riverains n'en faisaient partie...

La peur des complots

Depuis quelques années, on assiste à un véritable « réveil » des États riverains de l'océan Indien. L'Inde, vieille « non-alignée », s'est émue de la pré-



Destroyers soviétiques lance-missiles : Deux ou trois dans l'océan Indien.

sence de tant de flottes belliqueuses dans sa zone d'influence naturelle. Plusieurs pays se sont dotés de régimes progressistes et anti-impérialistes depuis le début des années 70, notamment sur la côte est-africaine : la Somalie, la Tanzanie, le Mozambique. La guérilla s'est développée en Rhodésie. Plusieurs îles du sud-ouest de l'océan Indien ont « pris le large », rompant ou prenant les distances avec leur ancienne « métropole » : Madagascar, les Comores, les Seychelles. La gauche anti-impérialiste a marqué des points à l'île Maurice, à la Réunion, à Djibouti, en Afrique du Sud même.

La conférence des forces progressistes du sud-ouest de l'océan Indien, qui s'est tenue à la fin avril aux Seychelles, donne la mesure de ce « réveil ». En présence d'observateurs des mouvements de libération d'Afrique australe (ainsi que de l'O.L.P. et du Polisario), les délégués de toutes les îles de cette région ont demandé la réintégration de Mayotte à l'ensemble comorien et le respect de la souveraineté de Madagascar et de Maurice sur les îlots encore occupés militairement par la France. Ils ont aussi affirmé leur soutien à la lutte pour l'autodétermination à la Réunion.

Mais surtout, ils ont fixé un calendrier idéal pour « casser » la logique de la militarisation de l'océan Indien : d'abord le démantèlement de Diego-Garcia, qui doit être rendu à son propriétaire naturel (l'île Maurice) ; puis l'évacuation des troupes françaises basées à la Réunion (4 000 hommes, dont un millier de paras, considérés comme une menace pour les régimes progressistes de la région). Ensuite, la réduction progressive des flottes, l'interdiction de l'introduction et du stockage d'armes nucléaires dans l'océan Indien (c'est ce que font déjà les Américains, c'est ce que s'approprient à faire les Français) ; la dissolution du pacte militaire pro-occidental du CENTO (Asie) et l'abandon du vieux projet occidental du pacte de « l'Atlantique Sud » (où l'on retrouverait, par exemple, le Brésil, l'Afrique du Sud, les U.S.A., peut-être la France, et quelques riverains amis, comme le Zaïre).

Une crainte permanente anime les responsables des États progressistes de cette région : que les tentatives de provocations, complots ou débarquements armés — inspirées plus ou moins directement par Pretoria, Paris ou Washington — viennent « déstabiliser » des régimes qui ont choisi la

voie d'une indépendance plus sourcilieuse à l'égard de l'Occident. Ils ne croyaient pas si bien dire : pendant la conférence, les autorités seychelloises ont éventé un complot organisé par les amis de l'ancien président Mancham, le play-boy qui dirigeait l'archipel jusqu'en 1977 depuis les palaces de la Côte d'Azur. Et, deux semaines plus tard, le régime révolutionnaire d'Ali Soilih, aux Comores, a été renversé par des hommes qui ne cachent pas leur désir de renouer rapidement avec Paris...

Philippe MARIÉLIE ■

les armes de la critique

"C'était..." mai 68

La nostalgie d'hier pour un débat aujourd'hui.

Le nouveau spectacle du Théâtre Populaire de Lorraine, « C'était... », est la première pièce de Charles Tordjman, jusqu'ici administrateur et dramaturge de la compagnie.

A l'aube de mai 68, des étudiants fondent une revue. Antoine, un fils d'ouvrier ; Catherine et Jean, de jeunes bourgeois. Antoine, qui se sent poète, veut récupérer la parole qu'on a volée à la classe sociale dont il est issu mais, en même temps, tente d'accéder — par l'écriture — à la bourgeoisie éclairée. Chemin contraire : Jean et Catherine usent de cette parole qui est leur patrimoine pour rêver un monde neuf, un monde sans classes. Les projets des uns et des autres échouent : la revue n'existera pas et chacun sera renvoyé à son origine. De ses études universitaires, Antoine ne tire qu'une fonction de maître auxiliaire — de maître à « boucher les trous », dit-il — et s'installe dans le maigre confort du foyer que lui ménage sa mère. Mariés, Jean et Catherine réintègrent un mode de vie aisé, au fil duquel ils n'ont qu'à se regarder être. L'élan est brisé de cette jeunesse qui voulait transformer le monde. Qui a trahi qui ?

Ainsi envisagé, le sujet pouvait donner naissance à une réflexion d'un profond pessimisme, mais la mise en scène de Jacques Kraemer, appuyée sur un décor de Yannis Kokkos, ne verse pas dans la nostalgie vaine. Elle transforme la pièce en une réflexion sur le monde actuel qui n'appelle pas une lecture univoque. Les personnages gardent toutes leurs chances : on ne clôt pas leurs destinées. « C'était... » est en effet la rencontre de sensibilités personnelles avec un moment de l'histoire et ses retombées douloureuses. Cet élan brisé, réfréné, de tout un espoir révolutionnaire, la pièce et la réalisation

l'évoquent avec une générosité qui est l'intérêt principal de cette entreprise. Kraemer a fait de cette pièce une œuvre où chaque comédien peut investir son vécu propre et laisser le spectateur libre d'interpréter comme il veut le discours qu'on lui a tenu. Tout ce qu'on peut regretter depuis 68 et, peut-être aussi, tout ce qu'on peut espérer encore, est dit et bien dit. La pièce fonctionne comme une mise en garde : mise en garde contre le risque d'embourgeoisement qui menace la classe

ouvrière ; mise en garde contre le risque d'incapacité à agir d'une certaine bourgeoisie qui se pense « à gauche », mais égare ses projets dans des flots de mots.

Les représentations de « C'était... » sont suivies de débats entre le public, l'auteur, les comédiens et le metteur en scène. Dialogue direct et honnête. A Metz jusqu'au 2 juin, puis à Longwy du 5 au 9. « C'était... » mérite qu'on participe.

Dominique NORES ■

VACANCES EN GRECE

Départ de Lyon et Paris chaque lundi.

- Séjours chez l'habitant, en bord de mer, dans l'une des Cyclades, Naxos.
- Circuit du Péloponèse.
- Circuit-séjour

Voyage en avion ou dans votre voiture.
DEPUIS 1 590 F

ET AUSSI ...

Algérie, Yougoslavie, Turquie, Italie,
Autriche, France
Asie du Sud-Est
Amérique du Nord et Amérique Latine

● **Mai 68 par lui-même** : 8 films inédits tournés en mai 68 racontent l'histoire des rues, le combat des ouvriers et des étudiants, l'espoir et la désillusion. Cinéma Saint-Séverin - 033-50-91 - permanent de 14 à 24 h.

● **Le cinéma se meurt** : pour rendre des salles au public et pour redonner aux spectateurs le goût du cinéma, une association vient de se fonder. Elle se nomme Cinéma public et fait appel à tous ceux qui veulent redonner un souffle au cinéma. Pour tous renseignements : Cinéma public, 21, cité Karl Marx, 93000 Bobigny, tél. : 830-28-44.

Programme d'été sur demande
ARVEL - 12 A, boulevard des Brotteaux
69006 LYON - Tél. (78) 52-56-48

Les vaches restent bien gardées

On rénove les programmes. animateurs et journalistes se promènent ou permutent... Mais il faut avoir l'ouïe bien fine pour "écouter la différence".

Tiens, au chapitre des petites nouvelles qui rassurent et ravissent : Martine Alain Regnault et Poivre d'Arvor (*Ant. 2*), Jacques Paugham (*France-Inter*), Léon Zitrone, Yves Mourousi et Roger Gicquel (*TF 1*), sans compter quelques autres, ont fait le voyage d'Hammameth (Tunisie) pour recevoir des mains de la chère bienfaitrice, Mme veuve Cino Del Duca en personne, les « Kangourous d'or » que dispense sans regarder au nombre et à la qualité le petit hebdo de programmes TV dont elle assure gentiment l'exploitation. Ils sont allés à la soupe tunisienne, les « bons » et les « mauvais », comme de vulgaires vedettes distinguées par le plus minable jury de télé qui se puissent imaginer. Dont acte.

Et encore : vous connaissez peut-être Michel Bassi. Il a été au *Figaro*, puis rédacteur en chef à l'Agence centrale de Presse (A.C.P.) ; puis il a été chargé du service de presse de l'Elysée, d'où lui, le « journaliste », a fondé une officine giscardienne qui a beaucoup servi durant les dernières législatives : l'Association pour la démocratie française. Eh bien, il continue : on vient de le nommer directeur de la station *Radio-Monte-Carlo* (RMC pour les intimes). Changement de poste, oui ; mais le travail devrait rester dans la ligne, non ?

On évacue Anne Gaillard

Dans la série « les vaches sont bien gardées », vous avez peut être aperçu le débat qu'Antenne 2 consacrait à « mai 1968 dans le monde », après projection d'un film partiel et partiel, et au surplus exotique par rapport au cas français. Joseph Pasteur, qui animait, est sorti de ses gonds, pour se retrouver... du côté du manche et de la matraque. Il faut dire que le bonhomme est un peu « marqué » lui aussi : à côté de sa carrière de journaliste, il a par exemple été récemment « chargé de mission du préfet de la Corse ». La

vieille bonne Corse gaulliste de sac et de corde, diraient Chirac et Debré, au retour de leur tournée « triomphale » dans « l'île de beauté ».

Un mot du « nouveau Vendredi », sur Fr 3. Les réalisateurs de cette série solide, qui s'était distinguée depuis deux ans dans le combat au service des consommateurs, en ouvrant quelques explosifs dossiers de « vie quotidienne », eh bien ils ont été évincés. La série reprend, sur une autre ligne : à droite toute ! Première émission, vendredi 12 mai : *Une révolution à l'anglaise*. Résumons : les Britanniques gagnent plus en chômant qu'en travaillant ; ils préfèrent leurs petits « cottages » à la production à outrance ; de toute façon, ils sont heureux. Le tout est notamment exposé avec complaisance par quelques syndicalistes à l'eau de rose. Ainsi, vous avez compris le sens profond du titre. On est loin du « vrai » Vendredi. Et les thèmes et auteurs annoncés pour les semaines à venir ne nous feront pas changer d'avis.

Un mot de la radio nationale : il y a du changement. On évacue Anne Gaillard, qui empêchait les milieux du commerce, de la distribution, de la réparation, ou de l'emballage de ronronner. Les consommateurs (trices), qui profitaient tout de même des esclandres de la dame même s'ils (elles) en avaient les oreilles parfois déchirées, iront se faire voir ailleurs. C'est-à-dire, de plus en plus, nulle part : il n'y a plus de secrétariat d'Etat à la consommation ; l'Institut national du même nom (I.N.C.) est en voie de « normalisation ». Et *Que Choisir*, l'organe de l'Union fédérale des consommateurs, doit régler à la multinationale Shell une partie de la facture de la pollution de l'« Amoco Cadiz ». Alors...

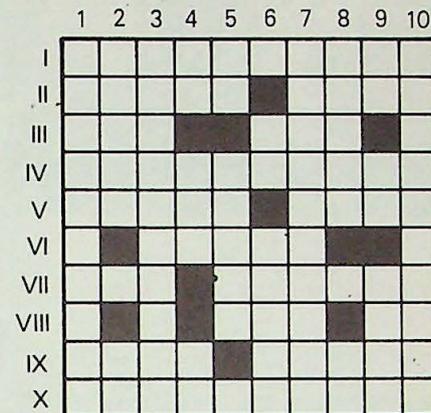
« Ecoutez la différence »

Pour le reste, il s'agit surtout de permutations d'animateurs de tranches horaires : il faudra y habituer les oreilles, pour ceux qui pratiquent le fond sonore. Pierre Whien, le directeur des programmes, a dit : « *Pas de changement de cap* ». Et on le croit. Ce n'est pas là que le bât blesserait *France-Inter* ; c'est plutôt dans l'information. *France-Inter*, « écoutez la différence », qu'ils répètent : c'est plutôt vrai, comparé aux déluges de « pub » agressive et de hit-parades ou jeux débiles des « périphériques ». Mais c'est encore plus vrai pour l'idéologie. *France-Inter*, la chaîne du « bon choix », celle où l'on défend agressivement l'idéologie conservatrice. Et là, vraiment, rien de changé : écoutez donc Edouard Sablier, tous les matins à 8 h 25 ; ou le journal de midi-trente...

Philippe MARIÉLIE ■

MT MOTS CROISÉS

Problème n° 61



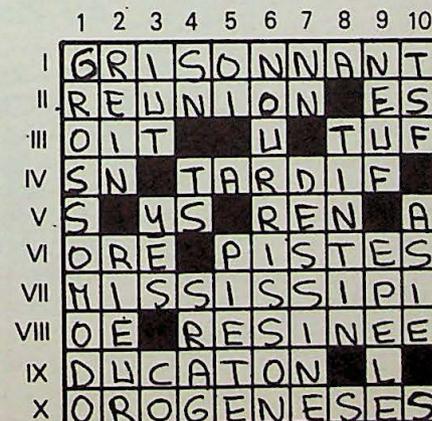
Horizontalement

I. Mitterrand depuis 13 ans - II. Du vert sur le sable. Mise en bière - III. Une serbe. Commence un air. - IV. En mai. Même en 68. Ça a été sa fête ! - V. Peut être un coup. Prénom. - VI. A fondé les éditions des femmes. - VII. Possessif. Présentât. - VIII. Bien attrapée. Tout retourné à force de l'avoir fait. - IX. Protestai. La violer ne conduit pas forcément aux Assises. - X. Ont suivi la pente...

Verticalement

1. Encore une opinion toute faite ! - 2. Se sautent à toute vitesse. Article. - 3. Suppression brutale. - 4. Quand la bande des quatre passait les bornes. Du rire en vrac ! En pire. - 5. Bouts de lois. Porte la veste. - 6. C'est tout droit. La femme-objet dans l'au-delà. - 7. A l'ombre d'un « grand leader ». - 8. Un récipient pour la quête. Symbole. - 9. Ouvre l'église. Note. Coupable de vol. - 10. Peuvent causer un choc.

Solution du n° 60





HENRI TEXIER : UN CELTE DU JAZZ

« Musicien de l'année », « prix Django Reinhardt 1977 », Henri Texier, compositeur, contre-bassiste, multi-instrumentiste, se voit aujourd'hui comblé d'honneurs... Ça fait toujours plaisir, à lui et à ses amis ; mais ça ne le trouble guère sur son petit bonhomme de chemin.

La musique d'Henri Texier est issue du jazz et, de Kenny Clarke à Lee Konitz, de Don Cherry à Jean-Luc Ponty, de Daniel Humair à Gato Barbieri, elle s'est enrichie jusqu'à la rencontre avec Phil Woods et son « European Rythm Machine ». Avec ce groupe, il s'est produit dans toutes les capitales européennes ainsi qu'à Newport.

Mais Texier puise aussi aux sources des grandes musiques traditionnelles : africaines, indiennes, maghrébines, et surtout celtiques. Il s'est produit en solo aux festivals d'Avignon, à celui de Châteauevallon où il a animé un atelier d'improvisation et de cordes. A la contre-basse comme au oud (luth d'origine égyptienne), chaque intervention d'Henri Texier est un événement, l'expression d'un langage très personnel, la construction d'un univers musical unique.

MALICORNE : JOUER DU FOLK AUJOURD'HUI

Jouer du folk, qu'est-ce à dire ? Gabriel Yacoub, fondateur du groupe Malicorne, s'en explique : « une des raisons majeures que donnent beaucoup de musiciens « folk » est la réaction vis-à-vis de l'impérialisme culturel que sont les musiques officielles ; autant la musique dite « classique » ou même « grande musique » que « la variété »... Celles-ci s'imposent à tous les niveaux grâce à des préjugés moraux parfois, mais surtout grâce au but commercial que servent les mass medias.

« Des modes sont passées et on doit faire un effort considérable pour retrouver la trace de notre tradition. Je ne crois pas que ce sentiment soit chauvin ou même nationaliste, mais là intervient une autre idée : la recherche d'une diversité des cultures. C'est aussi une réaction

contre ceux qui détruisent aveuglément, pour des raisons d'argent ou de prestige, des choses aussi précieuses qu'une langue et par là une culture, un peuple.

« En dehors de l'aspect social, la musique populaire constitue un terrain d'une richesse inouïe. Elle comporte en harmonies et en rythmes de quoi satisfaire le technicien le plus exigeant ; en même temps, elle est accessible à tous par sa simplicité apparente...

« Par ailleurs, nous devons utiliser au maximum les possibilités dont nous disposons. L'amplification électronique par exemple, non pas pour sonner plus fort, mais parce que la guitare électrique ou le dulcimer sont les instruments les plus populaires de notre époque et qu'ils font partie intégrante de notre culture ».



OSCAR ET ADA MATUS : LE CHANT NOUVEAU DE L'ARGENTINE

En 1963, Oscar Matus crée, avec d'autres artistes argentins, le « nuevo cancionero », le mouvement de la Chanson Nouvelle. « Ce sera, dit-il, la réalisation d'un art par lequel s'exprimera en entier, tant dans ses aspects géographiques et économiques que politiques et sociaux, le sentiment populaire ».

Cet art est devenu un mouvement lit-

téraire et musical intégré complètement à la musique populaire argentine. Le « nuevo cancionero » ne dédaigne pas l'expression traditionnelle ou de source folklorique ; au contraire : il s'en inspire et forge le tribut créateur des nouvelles générations. En même temps, il aspire à rénover le patrimoine pour l'adapter à l'être, aux sentiments de l'homme d'aujourd'hui, aux réalités actuelles de l'Argentine.

Oscar — voix rude, sans fioritures, parfois violente — et sa fille Ada — pureté, chaleur, émotion — ne font pas dans la « couleur locale », ils témoignent de toute leur âme : « Demain, je couperai les barbelés, mon sang ne s'arrêtera pas »...



FÊTE DU PSU

10 et 11 JUIN

LA COURNEUVE

PARIS

AU PROGRAMME

AGIT - ANACHRONIC JAZZ BAND - Mama BEA - Guy BEDOS - Michèle BERNARD - Alain BERT - Jacques BERTIN - CASTELHEMIS - CHOBO - DJURDJURA - Théâtre EMPORTE - ETRON FOU - FONT et VAL - Les GRANDS BALLETS D'AFRIQUE NOIRE - Michel HINDENOCH - François JEANNEAU - KARAXU - Bill KEITH - France LEA - Théâtre du LEVANT - Cie Bernard LUBAT - Jean-Yves LULEY - Chris Mc GREGOR - MAHJUN - MALICORNE - Les MARINGOUINS - Roger MASON et les TOURISTES - Ada et Oscar MATUS - Alain MEILLAND et Popaul CASTANIER - Higinio MENA - NARADA - Claude NOUGARO - Groupe Hector PAVEZ - Michel RIPOCHE - Le PUIITS AUX IMAGES - RITACALFOUL - SENTHACLOS - SHULAMITH - Jean SOMMER - STRYCHNINE - Henri TEXIER - TIEMPO ARGENTINO - Marcos VELASQUEZ - René WERNEER - Daniel VIGLIETTI - Franck WRIGHT et le trio ARVANITAS - Théâtre YES TENEMOS BANANAS - Philippe CHAINIER - Guery BURTIN - Martine DRANGY - TOCABIOL - THEOPHILE - Pierre DIEGHI.